

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2555 - JEUDI 10 MARS 2015

ENTREPRISES

Parfum de détournement à l'ex-Onatra !



Le siège administratif de la SCTP sur le boulevard du 30 Juin

La directrice générale de la Ligne maritime congolaise (LMC), ex-CMZ, aurait mis en place en collaboration avec la société Marinvest S.A basée à Anvers, un mécanisme suspect pour détourner des fonds au préjudice de la Société commerciale de transports et ports (SCTP), ex-Onatra. C'est ce que révèle un récent communiqué de la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco). La SCTP, à en croire la source, aurait chargé la LMC du recouvrement des frais liés au traitement des navires qui accostent aux ports de Boma et Matadi sans obtenir le gain de la rétrocession comme convenu dans l'accord liant les deux parties.

Par ailleurs, la Licoco s'insurge contre le laxisme du procureur général de la République exhorté à faire appliquer la loi en arrêtant urgemment l'incriminée afin qu'elle ne puisse pas bloquer les enquêtes en cours.

Page 13

SESSION DE MARS AU PARLEMENT

Le compte à rebours !



Les députés nationaux votant une loi au cours d'une plénière

Après des vacances parlementaires bien méritées, les députés et sénateurs renouent avec l'hémicycle du Palais du peuple le 15 mars, soit dans moins d'une semaine. Le contexte sociopolitique de l'heure caractérisé par l'hypothèque qui plane sur la tenue controversée d'ici novembre 2016 des scrutins législatif et présidentiel donne du piquant à cette session ordinaire censée baliser la voie

pour un atterrissage en douceur du processus électoral.

Au-delà de la guerre de positionnement entre majorité et opposition en prévision des futures échéances électorales, les nouvelles initiatives parlementaires, les arriérés législatifs à vider au cours de cette session et diverses motions ne manqueront pas de meubler des plénières qui s'annoncent houleuses.

Page 12

CARITAS CONGO

Poursuite de la réinsertion socio-économique des ex-combattants

Ces ex-combattants sont en train d'être réinsérés dans la société dans le cadre du projet intitulé « Formations professionnelles de 1166 ex-combattants sur les activités génératrices des revenus et à la formation à l'emploi dans les Centres de préparation à la réintégration de Kitona dans le Kongo central et Kamina au Haut-Lomami ». Le programme national de Désarmement, démobilisation et réintégration

III qui sous-tend l'opération vise à stabiliser la situation sécuritaire dans ce coin du pays par le biais du désarmement et de la réintégration socio-économique des groupes armés nationaux restants. Ainsi Caritas Congo ASBL participe à la prévention et à la réduction des risques de retour à la violence en organisant des formations qualifiantes en faveur des ex-combattants.

Page 12

BOXE/CEINTURE MONDIALE WBC

Junior Ilunga Makabu affronte le russe Gregory Drodz

Un succès face au russe Gregory Drodz le 8 avril à Moscou propulsera Junior Ilunga Makabu directement au sommet mondial du noble art dans la catégorie lourds-légers en version World Boxing Council. Confiant, le boxeur congolais a besoin du soutien de l'ensemble de ses compatriotes. Ce sera pour la deuxième fois que Gregory Drodz (quarante victoires dont vingt-huit par KO et une défaite) défende sa ceinture à Moscou.

Page 14



ÉDITORIAL

Arrogance

Qu'une partie de la classe politique française se croie autorisée à critiquer le processus démocratique en cours chez nous n'a rien de bien surprenant. Manipulée par quelques Congolais vivant à Paris qui sont aussi déconnectés de la réalité qu'occupés à salir l'image de leur pays, cette fraction n'a visiblement pas compris que les pays africains ont rompu à jamais le joug colonial. Loin d'influer sur le cours des événements ses interventions ne peuvent que renforcer les Africains dans leur conviction que la France fait décidément fausse route.

À celles et à ceux qui s'enlisent dans ce jeu stupide nous ne saurions trop conseiller de parcourir le livre pour le moins étonnant que le journaliste Antoine Glaser vient de publier chez Fayard sous le titre pour le moins provocateur: «Arrogant comme un Français en Afrique». Ils y trouveront, en effet, ce genre de phrases qui décrit parfaitement le jugement que nous portons aujourd'hui sur un pays avec qui nous avons eu longtemps un destin commun et qui, hélas, s'enfoncé de jour en jour dans une crise dont le pire peut sortir à tout moment comme cela s'est produit dans son Histoire à maintes reprises :

« Qu'est-ce que la France et les Français ont appris et compris de l'Afrique et des Africains ? Tristement pas grand-chose. En tant qu'anciens colonisateurs les «Gaulois» sont persuadés d'avoir «civilisé» les sauvages de l'African Incognita. En tant qu'anciens décolonisateurs ils croient encore que leur «science africaine» est infaillible. Sûrs de leur influence ils prétendent toujours tirer les ficelles des pouvoirs africains. Tout cela n'est qu'illusions » (page 177).

Écrites par un journaliste qui dirigea trente années durant *La Lettre du Continent*, ce média confidentiel paraissant à Paris dont le fonds de commerce est constitué de ragots, de rumeurs, de spéculations visant à projeter de notre continent une image fautive, les 185 pages de ce pamphlet sonnent comme un «mea culpa» que les détracteurs de l'Afrique moderne feraient bien de méditer. Si nous le signalons ici et maintenant à l'attention de nos lecteurs c'est parce qu'il constitue la meilleure des réponses que l'on puisse apporter aux politiciens de l'Hexagone qui tentent de perturber, depuis Paris et autres lieux, le processus électoral en cours au Congo.

Les Dépêches de Brazzaville

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Denis Sassou N'Guesso et Joachim Yhombi Opango sur grande affiche à Owando

Sur la place du stade Ombele d'Owando brûlée par le soleil, où Denis Sassou N'Guesso tient son premier meeting de campagne dans la Cuvette, ce 9 mars, avant de se rendre successivement à Mossaka et Makoua, l'imposant rassemblement des partisans du président sortant n'est pas le seul signe visible du soutien à sa candidature.



L'accueil du candidat Denis Sassou N'Guesso à Owando, le 09 mars 2016

On voit en effet trôner dans l'arène, en face de la tribune d'honneur, une grande photo montrant le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle (RMP) côte à côte avec l'ancien président Jacques Joachim Yhombi Opango. Ils sont tous les deux en costume cravate regardant sereinement dans la même direction. L'affiche porte le logo du Rassemblement pour la démocratie et le développement, le parti du général Yhombi puis, en gros caractère ce qui suit : « JYO appelle à voter DSN ». Traduire JYO pour Joachim Yhombi Opango et DSN pour Denis Sassou N'Guesso. Pour les proches de Yhombi Opango, cette affiche était un message clair du choix du RDD pour le rendez-vous électoral du 20 mars.

Cette ambiance des grands jours préfigurait tout compte fait, le ton des discours attendus, notamment celui de Gilbert Ondongo, coordonnateur de la campagne de Denis Sassou N'Guesso dans la

Cuvette et du candidat lui-même. Le premier parle au nom des populations de la Cuvette qui dit-il, demandent au président sortant de ne pas se faire de doute sur sa victoire dès le premier tour.

« Il n'y a personne pour vous barrer la route de la victoire au premier tour », assurait Gilbert Ondongo pour qui le candidat du RMP est celui qui dispose de plus d'atouts que ses adversaires: bon bilan, bon projet de société, bonne expérience, autorité, charisme, etc. S'exprimant ensuite en langue Kouyou avec une aisance avérée, il a invité les hommes et les femmes d'Owando et de la Cuvette à voter massivement pour Denis Sassou N'Guesso.

Intervenant à son tour le candidat Denis Sassou N'Guesso a salué le climat de paix grâce auquel les Congolais peuvent aller et venir d'un coin à l'autre du pays sans entraves, et qui a favorisé la réalisation de nombreuses infrastructures. Il lance alors, pour

la première fois depuis le début de sa campagne, des pics contre « Ceux qui circulent sur les routes bitumées et déclarent ne pas les voir ».

Tenant en main le texte de son projet de société, il a appelé la population à lui faire confiance pour les cinq prochaines années afin de lui permettre de le mettre en œuvre. Il a enfin expliqué la procédure du vote avec bulletin unique, insistant sur le choix de ceux qui se rendront aux urnes le 20 mars pour lui accorder leurs suffrages.

À Mossaka, comme à Makoua, Denis Sassou N'Guesso a reçu le même accueil festif des populations qui l'ont également assuré de leur adhésion à sa candidature et promis de lui faire le plein des voix le 20 mars. Ce 10 mars, le candidat du RMP quittera Owando pour Boundji, Abala, puis Gamboma où il restera jusqu'au 11 avant de poursuivre sa tournée électorale à Ngo, Lekana, et Djambala.

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-
ukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Commercial : Méline Eta

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

Caisse principale : Sorrelle Oba

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2016

137 commissaires se déploieront sur l'ensemble du territoire national

Dans la perspective du scrutin présidentiel du 20 mars prochain, le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) s'est entretenu avec les délégués nationaux, le 9 mars à Brazzaville. Des consignes de dernière heure ont été données à ces délégués, avant leur affectation dans les différentes localités.

Dès aujourd'hui, 137 commissaires se déploieront sur l'ensemble du territoire national pour travailler en synergie avec les commissions locales, ainsi que les 35.000 membres des bureaux de vote. Des questions liées à l'organisation, et à l'acheminement des résultats ont été abordées. Ils auront pour mission, la gestion des élections, de poursuivre la distribution des cartes d'électeurs même dans les bureaux de vote, de se rassurer des conditions pour le bon déroulement du scrutin et enfin d'assister à la compilation des résultats issus des urnes. Précisant le rôle des commissions locales chargées de faire la compilation et de transmettre les résultats au président de la CNEI, Henri Bouka a au cours de la même rencontre, rappelé les éléments de transparence qui ne sont entre autres que le déroulement des opérations de vote, les opérations de dépouillement devant tout le monde, le nombre des bureaux de vote et les membres qui les composent. Le pari : organiser un scrutin juste et sincère. « C'est là



Henri Bouka, président de la CNEI

notre mission cardinale de faire respecter ces procédures », a-t-il déclaré en substance. Dans le cadre de cette mission, il a demandé aux commissaires de participer à la vulgarisation de l'utilisation des bulletins uniques de vote en phase expérimentale au Congo, car assure-t-il : « Les bulletins uniques de vote sont en nombre suffisant ». En rappelant le rôle de chacun, Henri Bouka a insisté sur le respect des mécanismes électoraux, avant de demander au personnel électoral d'être loyal, d'abandonner leurs ardeurs militantes, d'être capable de neutralité et de privilégier l'intérêt de la nation. « Il n'y a point de petite élection en matière politique. Il s'agit

d'élire une femme, un homme qui présidera au destin du pays. C'est une mission de paix dont dépend le destin d'une nation. Il s'agit également de relever le pari de faire distribuer les cartes à tout le monde à temps. Chaque matériel est important. En tant que délégués, vous devriez les lister pour qu'il n'y ait pas de problèmes de dernière heure », a-t-il exhorté. Pour mener à bien leur mission, le personnel chargé de la gestion du processus électoral aura chacun en sa possession un kit constitué de la loi électorale, des textes concernant les élections, de l'arrêté portant création des bureaux de vote, etc.

Josiane Mambou Loukoula

La DNR à la conquête de l'électorat de Brazzaville-Sud

La Dynamique pour la nouvelle République (DNR) a organisé le 8 mars, un méga-meeting au rond-point de la mairie de Makélékélé, premier arrondissement de Brazzaville. Les populations venues des arrondissements de Madibou, de Mfilou et de Bacongo ont fleuri ce lieu avec les tee-shirts à l'effigie du candidat Denis Sassou N'Guesso.

La coordonnatrice de la campagne de Denis Sassou N'Guesso à Brazzaville pour le compte de la DNR, Ines Ingani a saisi cette occasion pour appeler les populations des arrondissements précités à voter massivement, le 20 mars pour son candidat. Elle a soutenu son appel par les différentes réalisations que son candidat a concrétisées pendant son dernier septennat. Mme Ines Ingani s'est appuyée notamment sur l'importance des routes qui, selon elle, permettent l'écoulement facile des produits vivriers des villages vers les grandes agglomérations. C'est le cas, a-t-elle dit, des routes lourdes Pointe-Noire-Brazzaville et Ouesso-Brazzaville. En outre, l'oratrice a présenté aux populations de Brazzaville Sud les efforts d'industrialisation du pays que le candidat Denis Sassou N'Guesso a amorcés.



Ines Ingani pendant le méga-meeting

Elle a indiqué que le nouveau projet de société de son candidat dénommé « la marche vers le développement » conduit, à coup sûr, le Congo vers de meilleurs horizons ; puisque ce projet s'appuiera sur la diversification de l'économie, afin que notre pays cesse d'être entièrement dépendante du pétrole. Par ailleurs, elle a invité les populations à bannir le tribalisme et le régionalisme. Prenant la parole à son tour, M. Satus a plaidé pour le maintien de la paix sur l'ensemble du territoire national, en général et dans les quartiers Sud, en particulier.

Il a affirmé connaître le prix de la paix et de la stabilité sociale, puisqu'il en a été privé pendant des mois, a-t-il dit. C'est ainsi qu'en langue vernaculaire, le lari, il a appelé les populations des quartiers Sud à observer le calme pendant et après l'élection présidentielle du 20 mars prochain.

Au nom des jeunes de la DNR, Rocha Loukalou a invité ses collègues à voter massivement, le 20 mars, pour le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso.

Il les a exhortés à plus d'unité et de patriotisme.

« Au cours de ces dix dernières années, Denis Sassou N'Guesso a fourni des efforts pour la modernisation et l'industrialisation du Congo. Denis Sassou N'Guesso est celui qui, à travers la Constitution du 6 novembre 2015, a donné la possibilité aux jeunes de se présenter aux élections législatives à l'âge de 18 ans. La même loi fondamentale crée le Conseil consultatif de la jeunesse », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

Les coulisses de la campagne

Nos reporters sur les lieux de campagne des différents candidats à l'élection présidentielle du 20 mars relatent des faits et gestes qui ont retenu leur attention. Le candidat Anguios Nganguia-Engambé interdit d'entrer à Impfondo

Le candidat du Parti pour l'action de la République Mâ (PAR), Anguios Nganguia-Engambé et son équipe n'ont pas exécuté leur programme de campagne de la journée d'hier, mercredi comme ils l'entendaient. Dès la première étape du jour, à Impfondo, leur avion à peine atterri, le candidat du PAR a été vite « rappelé à l'ordre » par des autorités policières agissant, semble-t-il, sur instruction du préfet du département de la Likouala.

Aucun candidat, selon cette instruction, ne devait se mouvoir dans cette ville sans avoir au préalable présenté ses civilités aux autorités administratives et politiques ou s'il n'avait, au préalable, adressé une demande de tenir une quelconque activité de propagande aux autorités. Des échanges quelque peu tendus n'ont pas changé l'avis de la police. Anguios Nganguia-Engambé et les siens ont été obligés

de reprendre leur avion, sans avoir eu des rencontres qu'ils entendaient mener auprès de la population locale, dans le cadre de leur campagne de proximité. Ils avaient ensuite mis le cap sur Ouesso, où les choses se sont passées différemment.

Les journalistes pris à partie par les partisans d'André Okombi Salissa

Dans son marathon de meetings tenus hier dans la capitale, le candidat indépendant proche des plateformes IDC-Frocad avait affecté un bus aux journalistes désireux de couvrir sa campagne.

Ces infortunés ont eu quelques minutes de sueurs froides à Bacongo. Des jeunes militants euphoriques s'en sont pris à eux, leur reprochant de ne pas faire leur travail de manière équitable, en faisant la part belle au président sortant.

Les membres des médias ont dû fermer à la va-vite les vitres de leur Hiace, avant que le chauffeur s'en tire précipitamment dans cette foule. Plus de peur que de mal, finalement, en dépit de nombreux coups essuyés par l'automobile, aucun dégât significatif n'a été signalé.

La Rédaction

Les observateurs prônent la préservation de la paix

La Mission Internationale d'Observation Electorale du groupe Agir Europe-Afrique et celle de la Diaspora Africaine en Europe ont exhorté les candidats à éviter les discours pouvant créer des tensions.



Les observateurs lors du point de presse crédit photo Adiac

« (...) Au-delà de leur désir d'exercer le pouvoir d'Etat, ils ont la responsabilité de préserver la stabilité, la paix sociale et d'œuvrer à l'unité et à la cohésion du peuple congolais », a déclaré Me Désiré Koudou porte-parole de la Mission Internationale d'Observation Electorale du groupe Agir Europe-Afrique, lors d'un point de presse tenu le 9 mars à Brazzaville. Dans son mot de circonstance, celui-ci a, par ailleurs, exhorté les candidats à s'abstenir de prédire les résultats de ce scrutin pour ne pas semer dans les esprits les germes des troubles post électoraux. La charge de la proclamation des résultats incombe aux organes électoraux habilités. Pour Me Désiré Koudou, il faut éviter de faire croire à la population que le critère de crédibilité d'une élection est le nombre de tours mais plutôt le respect des procédures établies.

Prenant la parole, pour le compte de la mission d'observation de la Diaspora africaine en Europe, Me Philomène Esmel a fustigé l'attitude du Parti socialiste français qui demande au Congo de reporter l'élection présidentielle au motif que les conditions d'une élection libre et transparente ne seraient pas réunies. « Nous estimons que ces actes portent gravement atteinte à la souveraineté de la République du Congo et dénie aux Congolais leur capacité à gérer, eux-mêmes, leurs affaires internes », a-t-elle indiqué avant de souligner que certaines organisations fondent leurs points de vue sur des faits inexistantes et elle les invite à s'enquérir des réalités du terrain.

À en croire Me Désiré Koudou, d'autres missions internationales d'observation entre autres, « Une Afrique Nouvelle », « Observatoire Panafricain des missions d'observation » travaillent en synergie avec leur mission. D'ailleurs, a-t-il fait savoir, ils enverront 44 observateurs internationaux au Congo pour le suivi du scrutin présidentiel.

Rominique Nerplat Makaya

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Denis Sassou N'Guesso présente sa vision du futur Congo

Les membres de la direction de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso avec à leur tête le ministre Rigobert Maboundou ont présenté le 09 mars à Brazzaville, à l'occasion d'un déjeuner de presse organisé pour la circonstance, le projet de société du président Denis Sassou N'Guesso intitulé « La marche vers le développement. »

Pour l'essentiel, ce projet se résume en six axes fondamentaux. Le premier met l'accent sur les hommes et les femmes qui sont du reste les moteurs du développement. Car, celui-ci, ne vient pas spontanément avec le temps qui passe. Il est avant tout une affaire des humains. Il est fait par les femmes et les hommes et pour eux. Sans l'homme, point de développement. Le deuxième entend conforter le rôle stratégique de l'Etat dans l'économie et dans la sphère sociale. Ici, le projet se propose de poursuivre la construction des infrastructures de base modernes, d'investir dans des activités productrices, favoriser l'éclosion des initiatives privées de production en organisant et en soutenant des incubateurs de petites entreprises dans les secteurs primaires et tertiaires (agriculture, élevage, pêches, pisciculture, services de plomberie, d'électricité, de mécanique moderne etc.)

Le troisième se fixe pour priorité de consolider et pérenniser la croissance économique inclusive par la diversification et les réformes économiques en conservant par exemple le taux de croissance moyen autour de 10% pendant au moins dix ans. Le quatrième axe compte préparer les jeunes à l'emploi par la formation qualifiante. Ici, l'Etat continuera de s'occuper prioritairement de l'éducation en favorisant désormais l'initiation aux métiers, l'acquisition des connaissances et des compétences en adéquation avec les impératifs et les besoins du développement. Le cinquième envisage d'arrimer le Congo

au développement de l'économie numérique en vue de s'adapter aux exigences du monde moderne.

Et enfin le sixième se basera sur la poursuite des réformes institutionnelles. Il s'agira ici de mieux équiper l'administration publique, conforter en son sein la bonne gouvernance et la transparence, réformer la fonction publique, renforcer la décentralisation, consolider l'indépendance de la justice, donner à celle-ci des moyens beaucoup plus importants pour son action. Mettre en place des moyens de formation et d'encadrement de la force publique la rendant apte à l'exercice de ses missions, l'équiper en matériel conformément aux standards internationaux, organiser le statut de l'opposition républicaine et pacifier ses relations avec la majorité. Enfin, dans la même perspective, promouvoir le dialogue national et les conseils consultatifs nationaux.

La marche vers le développement se propose également de donner des réponses aux urgences des temps présents sur la manière de préserver la paix, l'unité nationale, la sécurité et la stabilité ; de faciliter, dès à présent, l'accès de tous aux soins de santé ; d'améliorer la desserte des villes et des campagnes en eau potable et en électricité ; d'améliorer le cadre de vie dans nos villes ; de contribuer à préserver l'environnement au jour le jour et surtout de trouver, dès 2016, plus d'emplois au profit des jeunes.

Ce projet, comme l'a su bien le dire le directeur de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso, le ministre Thierry Mounouga, n'est autre que la suite logique des deux derniers projets de société des années dernières, à savoir « la Nouvelle Espérance » et « le Chemin d'Avenir ». « C'est dans cette continuité que le président Denis Sassou N'Guesso nous propose de garder le Congo en paix et en sécurité », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

CONGO/BANQUE

Le taux de bancarisation stagne encore autour de 13%

Classé pourtant parmi les secteurs porteurs de richesse et de croissance, le secteur bancaire congolais peine jusque-là à s'épanouir véritablement, pour contribuer de manière dynamique et soutenue au développement du pays.

Certes, quelques avancées ont été enregistrées ces dix dernières années, en terme de taux de bancarisation, qui est passé graduellement de 3% en 2007, à 13% à ce jour, mais ce résultat demeure encore loin de combler les attentes du gouvernement, visant à diversifier l'économie nationale, tributaire du pétrole. S'exprimant sur cette question, récemment, à l'occasion de la mise en service du siège social de BGF Bank Congo, le ministre congolais de l'Economie, des finances, du budget et du portefeuille public, Gilbert Ondongo, justifiait que cette légère croissance serait due à l'implantation de six nouvelles banques dans le pays. Le nombre total de banques est donc passé de quatre en 2001, avec un total bilan évalué à 214 milliards FCFA, à six banques en 2010, rehaussant ainsi le total bilan à plus de 1.119 milliards FCFA, soit cinq fois plus important qu'en 2001.

Au regard de sa stabilité économique et sociale, quelques cinq autres banques se sont ajoutées, augmentant à ce jour, le nombre de banques à onze, excepté la

Mutuelle congolaise d'épargne et de crédit (Mucodec). Ces investissements supplémentaires, portaient déjà le total bilan en 2014, à plus de 2.400 milliards FCFA. Malgré le nombre croissant de banques en activité, les services bancaires sont restés inaccessibles à tous, ce qui justifie techniquement ce faible taux de bancarisation dans le pays. D'autre part, cela s'explique par le fait que les crédits attribués à l'économie ne sont pas des crédits de long terme, pouvant soutenir véritablement des investissements lourds, capables de structurer l'économie nationale. En 2015, par exemple, les banques ont attribué à l'économie nationale, des crédits pour un montant de près de 1.200 milliards FCFA. Un effort considérable mais encore insuffisant pour atteindre l'objectif de total bancarisation. Cependant, le nombre de compte ouverts, quant à lui, bien qu'encore faible, est passé de 45.000 en 2005, à plus de 384.000 comptes à fin décembre 2014. Quant aux dépôts effectués sur les comptes, il ressort que ces derniers avoisinent à ce jour les 2.000 milliards FCFA, mais demeurent aussi encore loin de combler les attentes, précise la même source. En sus, il sied de souligner que pour espérer une réelle bancarisation, le gouvernement a l'obligation de tout mettre en œuvre, pour attirer des investisseurs dans le secteur, en facilitant leur implantation.

Firmin Oyé

Guy Brice Parfait Kolélas dévoile son projet de société

C'est à travers un double meeting tenu le 9 mars, d'abord au stade Kokolo Kopa, dans le deuxième arrondissement Mvoumvou, puis au stade Tata Loboko dans le troisième arrondissement Tié-Tié, que Guy Brice Parfait Kolélas a présenté son projet de société à la population de la ville océane.

Après Brazzaville, le candidat en course pour la présidentielle du 20 mars, Guy Brice Parfait Kolélas, s'est rendu à Pointe-Noire à la conquête de potentiels électeurs. Et c'est en langue vernaculaire qu'il s'est exprimé au public pour présenter son projet de société, dans lequel il met en avant quatre piliers visant le domaine de la santé, l'éducation, la lutte contre la corruption et la décentralisation intégrale.

Au cours de ces deux meetings, Guy Brice Parfait Kolélas a rappelé le bien-fondé de sa vision, c'est-à-dire un Congo uni avec quatre provinces dirigées par des gouverneurs qui seront économiquement et administrativement autonomes. Il s'agit de la province du littoral qui regroupera le département de Pointe-Noire, du Kouilou et du Niari; la province de Mbé qui regroupera le département de la Lékoumou, de la Cuvette Ouest et les Plateaux, la province du Congo central qui regroupera la Bouenza, le Pool et Brazzaville et enfin la province de l'Équateur qui regroupera la Cuvette centrale, la Likouala et la Sangha.



Guy Brice Parfait Kolelas pendant son meeting au stade Kokolo Kopa

verselle pour la population et construire une université à Pointe-Noire sont des choses à laquelle il tient également. «Élu président, je construirai le chemin de fer, Brazzaville-Ngo-Ngamboma-Makoua-Ouessou, Ngo-Djambala, Ntombi Manianga-Boko, Louingui-Matoumbou, Montbelo-Zanga», a-t-il dit pour conclure son message. Rappelons que lors de ces activités, Guy Brice Parfait Kolélas était accompagné de ses ailiers, notamment Michel Mampouya président du PSVR et le colonel Kimfoussia, président de l'UDR.

Hugues Prosper Mabonzo

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Le problème des inégalités entre les hommes et les femmes au cœur d'un débat

A l'occasion de la cent sixième journée internationale de la femme célébrée le 8 mars comme chaque année, l'Université Marien-Ngouabi a organisé, le 9 mars dans l'amphithéâtre Ndinga Oba à Brazzaville, sous le patronage de son recteur, Paul Louzolo Kimbembe, une conférence-débat sur la situation de la femme au sein de cette institution.

L'objectif fondamental était d'en débattre avec les actrices du secteur afin d'en dégager les perspectives pour les futures victoires dans leur lutte.

Dans son mot de circonstance, le recteur de l'Université Marien-Ngouabi, Paul Louzolo Kimbembe, a souligné l'apport des femmes au sein de cette université, témoignant de leur contribution au développement de l'institution. « Aujourd'hui, a-t-il relevé, l'Université Marien Ngouabi, est très fière de compter parmi ses travailleurs de nombreuses femmes. En effet, sur 1338 agents – 418 sont des femmes – soit un peu plus de 31% des effectifs globaux. Dans le corps enseignant les effectifs féminins sont très faibles- quatre professeurs titulaires sur 37, etc. ».

Dans les longs exposés précédant le jeu des questions-réponses, et de façon ramassée, deux intervenants ont présenté chacun son thème et fait une projection sur le domaine pour combler d'éventuels manquements relevés dans le secteur, surtout en matière de parité pour réduire les inégalités. Il s'agissait, tour à tour, du directeur général de l'Institut

supérieur de gestion, Hyacinthe Fylla Defoundoux et de Madame le professeur Judith Nsonde Malanda. La première prise de parole était celle du professeur Judith Nsonde Malanda, qui, dans son exposé, a édifié l'auditoire sur les dangers réels des cancers au Congo et mis en exergue ses conséquences physiques, sociales et économiques. Sa thématique choisie était « Nous pouvons prévenir ; je peux ». D'après la conférencière, les statistiques montrent que le cancer du sein est le plus répandu au Congo. Il est lié aux facteurs endogènes (internes) et exogènes (externes) liés à l'environnement ; facteurs chimiques : le tabac lorsqu'il est associé à l'alcoolisme, devient un couple destructeur. Que faire ? Facteurs de risque (prévention primaire), etc. Hyacinthe Fylla Defoundoux, a fait un bref rapport sur les inégalités au Congo. Il ressort des enquêtes réalisées en 2015 que les femmes sont plus nombreuses que les hommes au Congo. Ainsi, au niveau de l'Université Marien-Ngouabi, 48% des acteurs sont des femmes (...). Cette rencontre a permis de faire le point sur cette situation. Elle a été aussi l'occasion pour les participantes d'entendre de vive voix les avancées significatives faites par le gouvernement. Au Congo les femmes sont plus libres que dans certains pays. « La question est de savoir comment franchir le pas pour aller vers la parité à l'université Marien-Ngouabi », s'est interrogé l'orateur.

Guillaume Ondzé

ACTIONS SOCIALES

Le groupe LCB Bank et la JCI s'attaquent au cancer du col de l'utérus

Les deux partenaires, LCB Bank et la plate-forme la Jeune chambre internationale (JCI), ont choisi le 8 mars pour procéder au lancement à Brazzaville d'un projet de dépistage et vaccination gratuits du cancer du col de l'utérus. Le plus important, d'après le directeur général de LCB Bank, Tarhi Mohamed, est la prise en charge des femmes testées positives.

Les quelques femmes invitées pour la cérémonie de lancement du projet « Stop cancer du col de l'utérus ! » ont par ailleurs bénéficié d'une séance d'information sur la maladie. Selon le médecin gynécologue, Roseline Banzouzi, le cancer de l'utérus est provoqué par un virus appelé Papillomavirus Humain (PVH), qui en est la cause principale. « Il existe plusieurs types de PVH, mais seuls les PVH de type oncogène, c'est-à-dire qui favorise la survenue d'un cancer du col de l'utérus », a indiqué la gynécologue expliquant que la contamination a lieu le plus souvent dans les premières années de vie sexuelle des femmes. « Cependant, toutes les femmes actives sexuellement sont à risque. Environ 80% des



Le directeur général de la LCB Bank, Tarhi Mohamed - Quelques femmes bénéficiaires du projet

femmes sont infectées par ce virus au cours de leur vie », a-t-elle poursuivi.

Pour la professionnelle de santé, il appartient aux femmes de prendre conscience de façon à vite identifier les syndromes de la maladie, dès lors que ceux-ci apparaissent généralement au stade de cancer invasif. A en croire l'intervenante, les signes cliniques sont les douleurs au cours des rapports sexuels, des saignements causés par la tumeur, les

pertes vaginales, les douleurs pelviennes... Outre les PVH, le cancer du col de l'utérus est causé par des grossesses multiples, contraceptifs oraux, le tabagisme, le HIV, l'infection et les infections sexuellement transmissibles, les régimes amaigrissants, hormones endogènes, ainsi que des facteurs génétiques.

Mais il existe deux moyens pour se protéger, a souligné la gynécologue Banzouzi, « : la vaccination à partir de l'âge de 9 ans et

le test de dépistage qui permet de détecter les anomalies ». Le suivi et le traitement de ce cancer qui tue chaque année 275,000 femmes dans le monde, sont très coûteux pour les familles modestes. Au Congo, près de 3% des femmes sont touchées. « C'est pour prouver notre respect vis-à-vis de la femme que nous avons initié ce projet », a déclaré le directeur général du groupe LCB Bank, Tarhi Mohamed.

Les opérateurs économiques invités à contribuer au projet

Quelque 150 femmes congolaises sont ciblées par cette première phase du projet « dépistage et vaccination gratuits », a expliqué le directeur du projet, Bregnev Boko, qui s'est félicité du partenariat avec le groupe LCB Bank ayant permis l'aboutissement de ce projet « ambitieux ». « Ne doutez pas qu'un groupe de citoyens conscients et engagés peuvent changer les choses dans nos communautés », a renchéri, pour sa

part, le nouveau président 2016 de Brazza leader de la JCI, Fernand Gambouba.

« Nous n'allons pas nous limiter au dépistage quand les résultats s'avèrent positifs », lance le directeur général de la LCB Bank, car le boulot commence quand les femmes sont testées positives. C'est pourquoi, « il faut mettre en place un dispositif de suivi-évaluation et d'encadrement post-diagnostique. C'est ça qui est le plus important », insiste le partenaire de la LCB invitant les autres opérateurs économiques exerçant au Congo à s'associer à ce projet. « Dans ce genre d'action, il n'y a pas de concurrence », a-t-il dit.

La République du Congo est le onzième pays à bénéficier de cette initiative. Après avoir couvert tout le pays, la LCB Bank a promis étendre l'initiative dans 18 pays africains où elle est présente. D'autres initiatives de ce genre ont déjà permis de sauver des vies et d'augmenter l'expérience de vie de milliers de femmes en RD. Congo, au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger...

Fiacre Kombo

MOIS DE LA FEMME

L'Unesco lance le prix féminin

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a lancé l'appel à candidature de la première édition du prix Unesco pour l'éducation des filles et des femmes 2016, à l'occasion de la journée internationale de la femme le 8 mars, indique un communiqué de presse

Le prix a été créé en 2015, pour une période de cinq ans. L'objectif est de récompenser les efforts des personnes, institutions et organisations non gouvernementales engagées dans la promotion de l'éducation des filles et des femmes.

Il contribue également à la mise en œuvre de deux objectifs de développement durable : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout le long de la vie ainsi que parvenir à l'égalité entre le sexe et autonomiser toutes les femmes et les filles. Ce prix est financé par le gouvernement de la République populaire de Chine pour une période de cinq ans. Chaque année, deux lauréats recevront un montant de 50.000 dollars en reconnaissance de leurs contributions à l'appui ou en faveur de l'éducation des filles et des femmes dans le domaine de la transition des filles du primaire au secondaire et l'accomplissement d'un cycle complet d'éducation de base.

La date limite du dépôt de candidature, précise le communiqué, est fixée au 20 avril prochain. L'Unesco a, par ailleurs, invité ses partenaires à soumettre leurs candidatures.

Lydie Gisèle Oko

ACTION HUMANITAIRE

Une assistance financière pour les familles des victimes des pluies diluviennes

La directrice générale de l'action humanitaire, Alice Tsoumou Gavouka Mpili, a apporté, le 7 mars, au nom du gouvernement, une assistance aux familles endeuillées suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues à Brazzaville les 2 et 3 mars

Comme chaque saison des pluies et en ce même mois de mars, les dernières grandes pluies ont occasionné des dégâts matériels et humains très importants dans certains quartiers de la capitale, notamment à Makélékélé dans le premier arrondissement et Mfilou dans le septième. En effet, huit morts ont été dénombrés dont quatre à Makélékélé: Michelle Bidié 17 ans et son bébé de trois mois ; Passi Beli Grâce Josué (21 ans) et son cadet Passi Beli Abraham Josué 12 ans tous élèves. A Mfilou, Monique Moundelé, une personne du troisième âge et ses deux petits-fils Loïc Grâce Mbemba (13 ans) et Rosny Nitouena Mbemba (11 ans). Des maisons inondées, détruites et d'autres ensevelies dans la boue, tel a été le décor planté à l'issue de ces deux pluies dans certains quartiers sud et ouest de Brazzaville. Informée de cette situation difficile par ses services, la ministre en charge des Affaires sociales, Emilienne Raoul, a instruit la directrice générale de l'action humanitaire de tout mettre en œuvre pour que ces compatriotes fauchés par les catastrophes naturelles soient inhumés dans la dignité et le respect. C'est ainsi que le lundi 7 mars, dans l'après-midi, la directrice générale de l'action humanitaire s'est rendue au chevet de ces familles endeuillées

en leur remettant la contribution du gouvernement pour l'organisation des veillées et des obsèques de ces personnes.

De Mfilou à Madibou en passant par Makélékélé, l'envoyée du gouvernement a fait passer le même message souvent teinté de chagrin et de douleur. « Les mots me manquent devant ce malheur qui vous a frappés. Nous ne pouvons rien devant la mort. Ils sont partis et reposent en paix. On ne peut vous laisser pleurer seuls, il faut vous assister. Tel est le crédo de notre ministère pour ce genre de situation inhabituelle. C'est pourquoi, nous sommes venus apporter le soutien du gouvernement de la République à l'occasion de cette épreuve difficile que vous êtes en train de subir », a déclaré Alice Tsoumou Gavouka Mpili. Bernard Loukouaya, fils de la défunte Monique Mpassi, n'a pas caché sa satisfaction en ces moments difficiles marqués par la perte des trois membres de sa famille : « Nous ne nous attendions pas à cela, l'apport de l'Etat que nous venons de recevoir de vos mains vient vraiment au bon moment, il va nous permettre d'enterrer nos parents dans la dignité et l'honneur ».

De son côté, Jean Passi, qui a perdu deux enfants à Mfilou, n'a pu contenir ses larmes, en remerciant le gouverne-



Alice Tsoumou Gavouka Mpili remettant une enveloppe à un parent des victimes

ment par le canal de l'émissaire de la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité. A 22 ans, Jube Cliton Bidié, désœuvré et inconsolable, a perdu sous ses yeux, sa petite amie et son bébé de trois mois. Rescapé du drame, il se retrouve avec une plaie béante au pied droit. En effet, ce jeune homme qui vivait avec sa petite famille dans un studio, a vu le mur céder sous la pression des eaux boueuses, provoquant ainsi l'ensevelissement de la maison. Marqué par le témoignage poignant de Jube Cliton Bidié, le gouvernement s'occupera, en dehors de l'assistance financière apportée, de la prise en charge psychologique de ce jeune et de sa réinsertion dans la vie active.

Rappelons que le gouvernement avait également, en 2014, assisté les parents des victimes de la pluie torrentielle du 24 novembre dans les quartiers nord de Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

JOURNÉE DU 8 MARS

Des femmes optimistes pour leur émergence

Célébrée dans de nombreux pays à travers le monde, la Journée internationale de la femme est un jour où les femmes sont reconnues pour leurs réalisations. C'est aussi une occasion de faire le point sur les luttes et les réalisations passées, et surtout, de préparer l'avenir et les opportunités qui attendent les futures générations de femmes. En République du Congo, nonobstant le climat général de la campagne en vue de l'élection présidentielle du 20 mars, les femmes ont célébré avec faste leur journée. Dans différentes interviews exclusives, actualité l'oblige, elles ont donné leur point de vue sur la journée ainsi que sur la faible participation des femmes au scrutin.

Adeline Ndoundou, membre du Conseil supérieur de la liberté de communication

La Journée internationale de la femme reste aujourd'hui d'actualité brûlante. Car tant que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas ac-

quise, nous aurons besoin de l'atteindre. C'est une journée au cours de laquelle nous nous exprimons pour renforcer notre présence sur le terrain, dans tous les domaines. Par rapport aux années précédentes, nous remarquons qu'il y a des avancées, car nous avons des femmes à l'Assemblée générale, au Sénat et au sein du gouvernement, même si le nombre est encore insignifiant.

S'agissant de la faible représentativité des candidates à l'élection présidentielle du 20 mars, nous pensons qu'il faut être pa-



Adeline Ndoundou, membre du conseil supérieur de la liberté de communication

tient car les femmes sont encore timides dans ce domaine, mais, petit à petit, cette timidité disparaîtra.

Adèle Ovadiakanda : promotrice d'un groupe scolaire

Le 8 mars est une journée de rassemblement à travers le monde et l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes. Pour cette année encore, nous suggérons que les femmes occupent davantage de postes de responsabilité.

En ce qui concerne l'élection présidentielle, nous sommes

contentes qu'une femme se présente seule face à 8 hommes.

Sylvie Marceline Bokamba-Yangouma, présidente nationale de la FCEM (Femmes chef d'entreprises mondiales).

C'est une journée de prise de conscience et de fête pour célé-

aux slogans. Quant à la présidentielle du 20 mars, personnellement je suis très ravie même s'il n'y a qu'une seule femme qui s'est présentée. C'est déjà une fierté. J'ai la ferme assurance que dans les années à venir, nous aurons de plus en plus



Sylvie Marceline Bokamba-Yangouma, chef d'entreprise, conseillère départementale, présidente nationale de la FCEM (Femmes chef d'entreprises mondiales).

brer les réalisations de la femme dans tous les domaines. La femme congolaise doit démontrer qu'elle peut faire mieux que l'homme au lieu de se limiter

de femmes candidates. Depuis 1977, année de l'officialisation par l'ONU de la journée internationale de la femme jusqu'à ce jour, on constate une évolution.

Yvette Reine Nzaba

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE * SOCIÉTÉ
POLITIQUE ART, CULTURE, MEDIA
RÉFLEXIONS INTERNATIONAL
SPORT

* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



Unissons-nous
pour les enfants



Avis d'appel d'offres pour le transport et le transit/dédouanement en République du Congo

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance lance

Quatre (04) avis d'appel d'offres pour les services de transport de ses biens et le dédouanement de ses importations et exportations en République du Congo :

- Transport routier interdépartemental au départ de Pointe-Noire ;
- Transport routier interdépartemental au départ de Brazzaville ;
- Transport routier urbain à Brazzaville et Pointe-Noire ainsi que le transport fluvial au départ de Brazzaville ;
- Le dédouanement maritime, aérien et fluvial de ses importations et exportations à Pointe-Noire et Brazzaville.

Dossiers d'appel d'offres

Les dossiers d'appel d'offres sont à retirer du Mercredi 9 au Vendredi 11 mars 2016, de 8h30 à 13H00, au bureau de la Représentation de l'UNICEF à Brazzaville et au bureau de zone de l'UNICEF à Pointe-Noire, sis aux adresses ci-après :

Représentation UNICEF
D-34, rue Lucien Fourneau
(A côté de l'IFC - Ex CCF),
BP. 2210, Tel: 06-652-5022,
Brazzaville, République du Congo

Bureau de Zone
309, Avenue Marien-Ngouabi
(En diagonal de LABOREX),
Tel : 06-635-5316,
Pointe-Noire, République du Congo



AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'Organisation Africaine de la propriété Intellectuelle (OAPI) va procéder au remplacement de ces cadres dirigeant dont les mandats arrivent à expiration en 2017.

A cet effet, elle lance un appel d'offre pour l'assistance de son conseil d'Administration à la présélection des candidats.

Peuvent soumissionner les cabinets spécialisés en recrutement établis dans un Etat membre et possédant une expertise dans le domaine objet du présent appel d'offres.

Le dossier d'appel d'offres est disponible sur le site web de l'Organisation à l'adresse ci-après : www.oapi.int.

Chaque soumissionnaire devra fournir les pièces suivantes :

Le dossier administratif comprenant :

- la soumission ;
- une caution bancaire équivalente à 2% de l'offre ;
- une copie légalisée de l'autorisation administrative d'ouverture du cabinet ;
- la liste et les curriculum vitae des agents du cabinet qui effectueront la prestation ainsi que du principal responsable du cabinet ;
- une attestation signée du Directeur des Impôts ou d'un de ses délégués certifiant que le soumissionnaire a effectué la ou les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours ou l'exercice 2015 datant de moins de trois mois ;
- une attestation signée du Directeur de l'Organisme de sécurité sociale ou d'un de ses délégués certifiant que le soumissionnaire a effectivement versé à cet Organisme les sommes dont il est redevable, datant de moins de trois mois ;
- l'offre technique comprenant ;
- le document indiquant la méthodologie du travail à faire ;
- une description du cabinet ;
- les références techniques (prestation déjà effectuées) ;
- l'offre financière détaillée.

Ces offres devront obligatoirement être présentées sous plis fermés portant uniquement la mention : « Appel d'offres pour l'assistance du Conseil d'Administration de l'OAPI au recrutement des cadres dirigeants, a n'ouvrir qu'en commission ».

Les offres devront parvenir au plus tard le 28 mars 2016, à l'adresse ci-après :

OAPI, place de la Préfecture,
B.P: 887- Yaoundé- CAMEROUN
Tel: (237) 222-20-57-00
E-mail: oapi@oapi.int.

L'ouverture des plis aura lieu le 29 mars 2016, à 9 heures siège de L'OAPI.

L'OAPI choisira librement l'étude du soumissionnaire qui lui paraîtra meilleure.

Un contrat sera conclu avec l'intéressé avant le début des travaux.

L'OAPI se réserve le droit d'apporter toutes modifications ultérieures au présent appel d'offres ou de ne lui donner aucune suite.

En cas d'annulation de l'appel d'offres les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Paulin EDOU EDOU

Le producteur George Martin, «le cinquième Beatle», est mort

George Martin, producteur de légende des Beatles surnommé «le cinquième Beatle», est décédé à l'âge de 90 ans, a annoncé mercredi Ringo Starr, l'ex-batteur du groupe de pop-rock britannique. La famille du producteur a indiqué qu'il était mort à son domicile mardi. Fils de charpentier, né en janvier 1926 dans le nord de Londres, il a fait décoller la carrière des Beatles et a également gardé une influence décisive sur toute leur carrière. Il contribuera activement à la naissance de nombreuses chansons, grâce à ses conseils et à ses arrangements. Son immense carrière a été récompensée par six Grammy Awards. Il a été décoré à deux reprises par la reine et intégré le Rock and Roll Hall of Fame en 1999.

Patrick Ndungidi avec Afp



PRÉSIDENTIELLE AU NIGER

Hama Amadou annonce son retrait du second tour

Alors que le second tour du scrutin est prévu le 20 mars prochain, la coalition qui soutient l'opposant Hama Amadou a annoncé le 8 mars qu'elle suspendait sa participation suite aux nombreux manquements qu'elle a constatés au premier tour.

L'opposition, par la voix de son porte-parole, Seyni Oumarou a dénoncé « une volonté de passage en force du président Issoufou ».

« L'opposition politique réunie au sein de la coalition de l'opposition nigérienne (COPA 2016), décide de se retirer du processus électoral en cours (et) demande à ses représentants de se retirer de la Céni (Commission électorale nationale indé-

pendante) », a affirmé pour sa part, l'opposant Seyni Oumarou, troisième du scrutin.

Ce dernier a justifié cette décision par l'absence de « proclamation officielle » des résultats du 1er tour du 21 février et « l'iniquité de traitement entre les deux candidats » à la présidentielle.

Lors du premier tour, l'actuel président, Mahamoudou Issoufou, qui brigue un deuxième mandat, avait obtenu 48,43 % des suffrages devant son rival, Hama Amadou (17,73 %).

Rappelons que le principal rival de Mahamoudou Issoufou, Hama Amadou, est toujours emprisonné dans une affaire de trafic d'enfants.

Yvette Reine Nzaba

ZIMBABWE

Un policier poursuivi pour avoir traité la Première dame de prostituée

Thompson Joseph Mloyi, 44 ans, a comparu devant un tribunal d'Harare après avoir affirmé que le président Robert Mugabe âgé de 92 ans était « trop vieux pour gouverner » et traité son épouse de prostituée, ont rapporté des médias locaux mercredi, indique l'Afp. Le policier a été libéré contre une cau-

tion de 100 dollars mardi et comparaitra pour son procès le 15 mars. Il est inculpé pour « insulte à la fonction présidentielle », selon le quotidien privé NewsDay, cité par l'Afp. Le policier aurait tenu ces propos au sein de sa caserne qui héberge des policiers et des militaires.

P.Nd. avec Afp

ATTENTATS DE PARIS

Plainte du parquet belge pour violation du secret professionnel

Le parquet de Bruxelles a indiqué mercredi avoir ouvert une enquête contre X pour violation du secret professionnel. L'annonce intervient une semaine après la mise en cause du travail des enquêteurs dans le traitement des informations disponibles avant les attentats de Paris par une membre de la police judiciaire. La presse belge a évoqué des dysfonctionnements au sein de la Police judiciaire de Bruxelles, en se fondant sur le témoignage d'une policière, qui affirme avoir transmis à ses supérieurs dès juillet 2014 des informations

sur la radicalisation et les projets d'attentats des frères Salah et Brahim Abdeslam, qui ont participé 16 mois plus tard aux attaques de Paris. Après les attentats qui ont fait 130 morts le 13 novembre 2015, la policière avait recontacté sa hiérarchie, estimant que ses avertissements n'avaient pas suffisamment été pris au sérieux. Selon les journaux, la policière avait pour informateur un proche ou un voisin des frères Abdeslam domicilié dans la commune bruxelloise de Molenbeek.

P.Nd. avec Afp

AFRIQUE DU SUD

Abandon provisoire des poursuites contre un petit-fils de Mandela accusé de viol

Un tribunal sud-africain a abandonné « provisoirement » mercredi les poursuites pour viol contre un petit-fils de Nelson Mandela âgé de 25 ans et accusé d'avoir violé une jeune fille mineure à l'arrière d'un bar de Johannesburg. L'accusation a annoncé qu'elle retirait ses poursuites dans l'intérêt du procès en attendant de trouver d'éventuelles nouvelles preuves, liées à l'affaire. L'avo-

cat de l'accusé affirme que leur relation sexuelle était consensuelle et que la victime était âgée de 16 ans. La loi sud-africaine interdit les relations sexuelles, même consenties, avec un mineur de moins de 16 ans. Le petit-fils de Nelson Mandela a été arrêté en août 2015 et avait passé 10 jours en prison avant d'être libéré sous caution.

P.Nd. avec Afp

VIOLENCES DE BOKO HARAM

Plus de 5,6 millions d'Africains affectés par la famine

Le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq, a indiqué mercredi au siège des Nations unies à New York, que plus de 5,6 millions de personnes n'ont pas suffisamment à manger dans des régions du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger qui sont affectées par les attaques meurtrières de Boko Haram.

Cette situation ne laisse pas indifférent le Programme alimentaire mondial (PAM) qui, pour faire face à l'insécurité alimentaire croissante, aux problèmes de malnutrition et aux déplacements persistants de population sur le bassin du lac Tchad veut, selon Farhan Haq, « intensifier son aide alimentaire pour soutenir » près de 750.000 personnes, contre 600.000 bénéficiaires l'année dernière. Y compris les réfugiés, les personnes déplacées, les personnes de retour dans leur pays et les communautés d'accueil.

Pour mener à bien ce projet et couvrir les besoins de tout ce monde, le PAM nécessite d'un soutien urgent, souligne un communiqué. L'action de l'agence onusienne ne cesse de soulager des souffrances dans la région. Rien qu'à la mi-février, le PAM et ses partenaires sont venus en aide à des milliers de personnes récemment déplacées par les violences de Boko Haram au Tchad et au Cameroun, leur apportant un soutien alimentaire et nutritionnel vital. Au Tchad, plus de 5.000 personnes déplacées ont reçu une aide alimentaire et nutritionnelle pour la première fois car des problèmes d'insécurité et d'accès les ont coupées de tout soutien.

Selon de le ministre camerounais des Communications, Issa Tchiroma Bakary, depuis le début des attaques de la secte islamiste nigérienne Boko Haram en 2013, plus de 1.000 personnes ont trouvé la mort au Cameroun. Le groupe a mené 315 attaques, 32 attentats suicides et 12 attentats à la mine dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun.

Au Tchad, plus de 100.000 personnes ont été chassées de leurs foyers en raison de violences du groupe dans la région du lac Tchad, a rapporté le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Signalons qu'une offensive régionale menée par le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun a permis de chasser Boko Haram de la plupart des territoires qu'il contrôlait dans le nord du Nigeria l'année dernière, mettant un frein à la campagne que mène ce mouvement depuis six ans pour imposer un califat islamique.

Nestor N'Gampoula

En Bref

Chine : 11e tour de consultations sino-françaises sur les affaires africaines

Le directeur général d'Afrique du ministère chinois des Affaires étrangères Lin Songtian et le directeur d'Afrique et de l'Océan indien du ministère français des Affaires étrangères, Jean-Christophe Belliard, ont coprésidé à Beijing le 11e tour de consultations sino-françaises sur les affaires africaines.

Y a participé également, le représentant spécial du gouvernement chinois pour les Affaires africaines Zhong Jianzhua. Les deux parties ont eu des échanges sur la coopération sino-africaine et la coopération franco-africaine, la situation en Afrique et d'autres questions d'intérêt commun.

UE : Déclaration du porte-parole sur l'attaque terroriste en Tunisie

« L'attaque perpétrée aujourd'hui par un groupe terroriste à Ben Guerdane illustre une fois encore la gravité de la menace à laquelle la Tunisie fait face. L'UE réitère sa solidarité avec le peuple et le gouvernement tunisiens, et adresse ses sincères condoléances aux familles des victimes parmi la population civile et les forces de sécurité. Depuis la Révolution de 2011, l'UE mobilise l'ensemble de ses instruments pour soutenir la transition afin qu'elle offre à la jeunesse tunisienne des perspectives d'avenir, en consolidant la démocratie, en relevant les défis socio-économiques et en assurant la sécurité de tous les citoyens ».

Burundi : Evaluation des droits de l'Homme par des experts indépendants de l'ONU

Après huit jours de réunions, d'entretiens et d'échanges avec un éventail d'acteurs, les membres de l'enquête indépendante de l'ONU sur le Burundi ont achevé leur première visite dans le pays. Pablo de Greiff, l'un des membres de l'équipe a noté que « cette visite était la première étape dans le cadre de nos efforts destinés à recueillir les informations et les points de vue de tous les acteurs impliqués dans la crise burundaise ».

Tunisie - Entretien téléphonique de Jean-Marc Ayrault avec Khemaies Jhinaoui

Le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, a appelé le 7 mars son homologue tunisien Khemaies Jhinaoui, pour lui faire part du soutien de la France après l'attaque perpétrée à Ben Guerdane par un groupe terroriste se revendiquant de Daech. Il a condamné fermement l'attentat et réaffirmé l'entière solidarité de la France avec la Tunisie face au terrorisme. Jean-Marc Ayrault a fait part à son homologue de son intention de se rendre très prochainement à Tunis, pour participer notamment à la cérémonie d'hommage aux victimes de l'attentat qui a frappé le musée du Bardo le 18 mars 2015.

NoëlNdong

LIBYE

France et Italie marquent leur impatience

Le président Français et le Premier ministre italien se sont retrouvés mardi à Venise pour parler, surtout, de la Libye

La relation Franco-italienne a marqué ses points de convergence mardi sur les dossiers brûlants de l'heure. Même si l'appartenance de M. François Hollande et de M. Matteo Renzi au même courant socialiste n'est pas fondamentale en la matière, elle n'est pas non plus à sous-estimer dans une cordialité qui n'a pas toujours été. On se rappelle encore l'époque pas lointaine où MM Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi se lançaient des noms d'oiseaux tout en appartenant tous deux, le président et le Premier ministre, à la droite européenne.

Parmi les thèmes d'intérêt commun abordés au cours de l'entretien entre les deux hommes mardi à Venise, il y a eu, par exemple, la finalisation de la ligne de Tgv Turin-Lyon. Mais c'est surtout la question libyenne qui a dominé. France

et Italie sont d'accord pour un retour rapide à la normalité en Libye, pays en bordure de l'Europe devenu terrain de jeu du mouvement djihadiste de l'Etat islamique (E.I.), et point de déstabilisation islamiste au Maghreb.

L'intervention militaire conduite par la France et la Grande-Bretagne en Libye en 2011 avait abouti à la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi. Depuis, le pays est plongé dans une grave crise qui voit deux parlements et deux gouvernements rivaux se disputer, y compris par les armes, la suprématie du pouvoir. Sans autorité de référence, sans capitale affirmée, la Libye est devenue aussi le point de passage de milliers de migrants tentant de gagner l'Europe en traversant la Méditerranée.

« Le chaos ne peut bénéficier qu'aux terroristes et nous devons tout faire, malgré les déconvenues, pour qu'il y ait enfin un gouvernement qui puisse s'installer », a estimé M. François Hollande. De son côté, le Premier ministre ita-

lien a averti les Libyens : « Il y a eu trop d'attente et pas assez de pression. Les Libyens doivent savoir que le temps à leur disposition n'est pas illimité ». Matteo Renzi a toujours conditionné toute solution de la crise à l'entente préalable des Libyens.

L'impatience des deux hommes se justifie par les interminables atterroissements à Tripoli pour la formation du gouvernement d'unité nationale laborieusement mis sur pied par l'ONU. Mardi, précisément, le Parlement de Tripoli, qui devait se réunir pour approuver cette équipe, a décidé de renvoyer sa session à plus tard. Les deux parlements rivaux, l'un installé à Tripoli et l'autre à Tobrouk (qui est reconnu par la communauté internationale) ne parviennent toujours pas à s'entendre sur les noms, le nombre des futurs ministres ou sur la qualité des élus appelés à statuer.

Or le pays est gravement infiltré par les islamistes combattants. Leur présence commence à avoir des effets néfastes sur les

voisins, ainsi que le démontre la spectaculaire attaque de lundi contre la région de Ben Guerdane dans le sud-est de la Tunisie près de la Libye. Les islamistes menacent les intérêts occidentaux. Des occidentaux qui affirment de plus en plus ouvertement leur volonté d'intervenir pour briser la menace dans l'oeuf. Ainsi, des militaires spécialisés français seraient déjà sur le terrain tout comme des commandos italiens, selon la presse de la péninsule, alors que les Etats-Unis multiplient les raids par drones.

Le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, a soutenu mercredi que l'Etat islamique était « en train de se consolider en Libye ». Devant le Sénat, à Rome, M. Gentiloni a affirmé : « Il y a aujourd'hui 5.000 combattants de Daech (Etat islamique), concentrés dans la région de Syrte mais capables d'accomplir des incursions dangereuses ». Mais Rome reste prudente quant à emboîter ouvertement la voie de la guerre ouverte : « Nous travaillons

pour pouvoir répondre à une éventuelle demande de sécurité du gouvernement libyen, rien de plus et rien de moins, dans le respect de la constitution et uniquement après le feu vert du parlement », a souligné le ministre italien.

Cette semaine, M. Renzi a réaffirmé qu'il n'entendait pas jouer les va-t-en-guerre en Libye ; que ce n'était pas comme dans « un jeu vidéo ». Mais les Etats-Unis rongent leurs freins. Mardi, ils ont indiqué que l'Italie restait maîtresse de sa décision (des avions bombardiers éventuels décolleraient d'une base militaire en Sicile), parce que, eux, sont déjà prêts. « Souvent les interventions ne représentent pas la solution mais parfois elles peuvent même aggraver le problème. A ceux qui alignent des chiffres de soldats, je rappelle que la Libye a une superficie six fois plus grande que l'Italie et ce n'est pas un théâtre facile pour les exhibitions musclées », a tempéré le ministre italien des Affaires étrangères.

Lucien Mpama



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)



Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassou N'Gouesso
Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



MODE

Célébration de la deuxième édition du festival international «Sape au féminin»

Cette plus grande rencontre de la société des ambassadeurs et des personnes élégantes (Sape) jamais organisée au Congo, s'est déroulée à l'hôtel de la préfecture de Brazzaville, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2016.

Devenue l'étendard de la République du Congo, la Sape qui ne cesse de réunir les Congolais de tout âge et de tout horizon, a été à nouveau à la une de la célébration de la Journée internationale de la femme au Congo-Brazzaville. Pour cette année, Ahmed Yala, qui a eu l'honneur de raviver ce phénomène de la mode vestimentaire, a réuni une pluralité de sapeurs venus des différentes capitales du monde : Paris, Londres, Abidjan, Kinshasa, Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Les sapeurs congolais se sont réunis pour des moments agréables et originaux grâce à Ahmed Yala, la sape est devenue l'étendard du Congolais moderne.

Parmi les invités de marque de l'Imam du python et croco, Ahmed Yala, figurent entre autres : l'ambassadeur de la République démocratique du Congo (RDC)

auprès de la République du Congo (RC), Christophe Muzungu ; l'artiste musicien Jules Shungu Wembadio dit «Papa Wemba» ; Souris Cacharel ; Francos Ouomo ; le passager Diani Umberto... Peu avant l'arrivée, sous applaudissements nourris, de l'organisateur de l'événement, ce sont les Léopards de la RDC ; les sapeurs ivoiriens avec en ligne de mire : Ekumani et Giorgio Armani ; les sapeurs en provenance de Paris, à savoir : Mbila mikilis ; Fuluzioni de Paris ; Ben Moukacha ; Kas-Kapangala (le plus grand sapeur de la RDC de Paris), qui ont déambulé sur le tapis rouge étalé pour la circonstance.

A 18h10, le plus grand sapeur en croco et pyton, l'Imam Ahmed Yala, habillé du haut en bas (chapeau torpette- veste gilet-pantalon-chaussure et sac à mains) en pyton, arrive sur l'esplanade de la Préfecture. Déclarant ouverte la deuxième édition du festival international de la sape au féminin, Ahmed Yala, a dit : Nous sommes ici pour la rencontre de la sapologie et non de la politique, a précisé l'organisateur, d'entrée de jeu, ajoutant qu'« en dépit du fait que quelques langues ont défilé, je n'ai reçu l'argent de personne.



Les invités de l'imam en python croco Ahmed Yala

Cependant, nous remercions les autorités de Brazzaville pour nous avoir permis d'organiser cet événement. Il en est de même pour les hôtels qui ont accueilli les invités (les sapeurs) ainsi que les médias. La manifestation d'aujourd'hui est féminine. Mais comme c'est moi qui organise cette activité, je suis obligé de les accompagner en m'habillant ainsi.»

Puis débute la première sortie du défilé des sapeurs, constituée par le passage des sapeurs féminins du Congo (RC) toutes habillées en pagne, question de respecter la journée de la femme. Elles arboraient tantôt les tenues en

couleurs nationales. Werra Bilélé a été l'une des applaudimètres de la soirée. Les dames de la RDC étaient également à l'honneur au cours de ce défilé. Puis s'en sont suivis plusieurs passages des femmes, avant que les hommes ne prennent le relais pendant près de quatre heures.

«La sapologie c'est la paix, la paix c'est la sapologie», pouvait-on entendre scander certains sapeurs, qui ont tous félicité et remercié l'organisateur de l'événement, l'Iman du python croco, Ahmed Yala.

Des diplômes décernés

L'organisateur de cet événement a congratulé tous ceux qui ont

contribué pour l'épanouissement de la Sape. C'est ainsi qu'il a remis les diplômes d'excellence à quelques sapeurs, à l'instar de Papa Wemba artiste musicien et icône de la sape ; François Salomon de Kodja dit Francos Ouomo ; Ahmed Yala l'imam du python et du croco ; Sengola ; Diani Umberto ; Jules Mabiala ; Kas Kapangala ; Fuluzioni ; Mbila Mikilis ; Ekumani et Giorgio Armani de la Côte-d'Ivoire ; Champion Lymane de Pointe-Noire ; Grâce Messani la miss de la Sape ; Akuis ; l'association de la Sape dynamique ; Ekéko et les Léopards de la RDC ; les Diabes rouges de la sape ...

Après avoir reçu son diplôme d'excellence, Papa Wemba, artiste musicien et sapeur, a reconnu que la sape tire son origine à Brazzaville. « J'ai une grande reconnaissance aux Brazzavilloises et Brazzavillois, parce que si la sape est reconnue partout, c'est grâce aux Congolais de Brazzaville, quand nous sommes rencontrés à Paris. L'histoire de la sape a commencé ici à Brazzaville. Ensuite, ça été relayé à Paris grâce à Stervos Niarcos, Coco, Jacques Moulélé, Souris Cacharel, Ben Moukacha. »

Bruno Okokana

GOVERNANCE DE L'INTERNET

L'Afrique prête à assurer son indépendance

Les participants à une session consacrée à la gouvernance de l'Internet, organisée à Marrakech, en marge de la réunion de cinq jours de l'ICANN (Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet), qui se tient jusqu'au 10 mars, ont relevé que ces assises sont mieux placées pour faire en sorte que l'Afrique parvienne à assurer son indépendance en la matière.

Plus de 2.000 délégués issus de 170 pays prennent part à cette rencontre visant à finaliser les discussions sur le processus de transition de l'ICANN qui sera chargée de superviser les fonctions d'IANA (Internet assigned numbers authority) d'ici le 30 septembre, date à laquelle l'actuel contrat entre l'ICANN et l'administration américaine arrive à terme.

Pour les intervenants, la rencontre du Maroc constitue une occasion pour l'élaboration d'une proposition, préparée depuis 2 ans, permettant de démontrer aux Américains que l'ICANN est prête à être indépendante et de créer son premier bureau dans le continent. Ils ont évoqué le rôle de l'internet dans le développement et la croissance du continent africain, mettant l'accent sur l'importance d'établir des partenariats stratégiques entre les pays pour pouvoir communiquer certaines connaissances. A cet effet, ils ont fait appel à l'ICANN pour surmonter les difficultés qui entravent certains pays

africains, notamment la sécurité des noms de domaines.

L'ICANN, notons-le, est chargée de la sécurité, de la stabilité et de la coordination mondiale du système d'identifiants uniques de l'Internet. Elle est aussi responsable de l'administration de plusieurs ressources essentielles d'Internet, comme l'adressage IP et le système DNS, racine grâce à laquelle les noms de domaine fonctionnent. S'exprimant à cette occasion, le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'économie numérique du Maroc, Moulay Hafid Elalamy, a souhaité que cet événement historique génère un ensemble de recommandations pour pouvoir transformer l'ICANN, qui est une filiale du gouvernement américain, et la rendre indépendante. Il s'est réjoui de ce que cette réunion soit une occasion propice pour organiser avec les amis africains une véritable plateforme à la disposition des idées, des souhaits et des espérances « en vue de regarder ensemble les potentialités du continent ». « C'est un moment historique de l'Internet dans le monde que nous sommes en train de vivre à Marrakech », a-t-il déclaré, ajoutant que l'Afrique « a intérêt à s'accrocher fortement au développement de technologie », car « le continent africain gagnera des décennies de développement grâce à ce saut qualitatif important ».

Acteur majeur de l'Internet, l'ICANN est aujourd'hui « une filiale pratiquement du gouverne-

ment américain », a rappelé Moulay Hafid Alalamy, avant de relever que des actions sont menées depuis deux ans pour que cette institution soit indépendante. Avec la 55ème réunion de l'ICANN, « nous sommes en train de vivre un moment marquant dans l'histoire de l'Internet dans le monde », a-t-il souligné.

Pour sa part, le président de l'ICANN, Fadi Chehadé, a dit que cette rencontre qui est la plus importante dans l'histoire de l'Afrique, et souhaité que le continent parvienne à jouer un rôle important dans le domaine de l'Internet. « A Marrakech on va présenter aux Américains une proposition préparée par tout le monde pour démontrer que l'ICANN est prête à être indépendante et être vraiment soumise à tous les pays du monde et donc la fin du rôle historique américain dans les affaires de l'ICANN », a-t-il insisté.

La rencontre de Marrakech a permis, lors d'une réunion des ministres africains des TIC, d'annoncer l'ouverture du premier bureau de liaison de l'ICANN en Afrique qui sera basé à Nairobi, au Kenya. Ces assises ont coïncidé avec le départ de l'actuel président directeur général de l'ICANN, Fadi Chehadé, nommé à la tête de cette instance en 2012. C'est donc à son successeur, le Suédois Goran Marby, qui dirige actuellement l'organe de régulation des postes et des télécommunications en Suède, de piloter la mise en œuvre du plan de transition de l'institution.

Nestor N'Gampoula

Brèves d'Afrique centrale

Centrafrique

Le nouveau président centrafricain à Yaoundé et Kinshasa Faustin Archange Touadera en partance de France a fait une escale à Yaoundé où il a été reçu mardi par les dirigeants camerounais. Bien que le président camerounais Paul Biya soit absent du pays, les autorités camerounaises ont réservé à Touadéra un accueil à la hauteur de son statut de chef d'Etat. Un jour auparavant, le nouveau dirigeant centrafricain a été reçu à Kinshasa par son homologue congolais, Joseph Kabila. Le nouveau président a indiqué au sortir de l'entretien être venu à Kinshasa pour avoir les conseils et les indications du président Joseph Kabila sur les questions auxquelles la Centrafrique est confrontée, ainsi que des moyens pouvant permettre à améliorer les conditions de vie des Centrafricains réfugiés en RDC et celles de ceux qui souhaitent regagner la RCA.

-333 enfants tués et 589 mutilés pendant la crise, selon l'ONU

Les Nations unies ont documenté le meurtre de 333 enfants et la mutilation de 589 autres au cours des vagues successives de violences en Centrafrique depuis 2013, souligne un nouveau rapport sur la situation des enfants dans le pays. « En 2013 et 2014, au plus fort de la crise, les enfants ont été victimes de violations extrêmement graves commises dans un climat d'impunité totale », a déclaré lundi la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui.

Deux entreprises tchadiennes pour réhabiliter des digues au Cameroun pour 62,13 milliards FCFA

Les entreprises tchadiennes Geyser et Sotcocog ont été retenues pour la réalisation des travaux de réhabilitation des digues sur le lac artificiel de Maga et sur le fleuve Logone, situés à l'Extrême-Nord du Cameroun, financés par la Banque mondiale pour un coût total de 62,13 milliards FCFA. Ce chantier, placé sous la supervision du Projet d'urgence de lutte contre les inondations dans la région de l'Extrême-Nord (PULCI), dureront deux ans pour les deux digues, d'une longueur totale de 97 kilomètres et comprennent également la remise en état de 7500 hectares de périmètres rizicoles.

Burundi : les évêques catholiques inquiets de la situation socio-politique du pays

Dans son assemblée ordinaire de mars, la Conférence des Evêques catholiques du Burundi (CECAB) s'est interrogée sur l'avenir sombre du Burundi et propose le dialogue comme solution pour en sortir. « D'où venons-nous et où allons-nous ? », s'interrogent-ils lors des assises qui ont pris fin le week-end dernier.

Angola : le Japon et la Norvège octroient plus de 200 mille dollars pour le déminage

Les ambassades du Japon et de la Norvège ont signé, lundi à Luanda, un accord prévoyant l'octroi de 203 mille 384 dollars américains pour appuyer le programme de déminage dans la province de Malanje, dans le nord de l'Angola. Selon l'ambassadeur du Japon en Angola, Kuniaki Ito, ce montant aidera au déminage et au nettoyage d'une étendue de 117 mille mètres carrés par an.

Fiacre Kombo

JOURNÉE DU 8 MARS

Dr Matshidiso Moeti plaide pour l'abolition des inégalités fondées sur les sexes

« **La parité en 2030 : avancer plus vite vers l'égalité des sexes !** », c'est le thème de la journée internationale de la femme. Selon la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, cette égalité doit être vécue même dans le domaine de la santé.

Le Dr Matshidiso Moeti invite les gouvernements à agir rapidement pour promulguer des lois visant à diminuer sinon à abolir les inégalités fondées sur le sexe. Quant au pays qui ont déjà adopté de telles lois, elle pense qu'ils devraient en intensifier l'application. D'où son appel : « *Au moment où nous célébrons l'édition 2016 de la Journée internationale de la femme, je lance un appel à tous les gouvernements pour qu'ils accroissent leurs efforts en prenant des mesures concrètes pour parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles d'ici 2030.* ».

Pour elle, il est primordial que « *les communautés, les hommes et les femmes fassent des efforts concertés avec les gouvernements pour promouvoir la parité hommes-femmes et réduire les discriminations faites aux femmes* ». L'Organisation mondiale de la santé, renchérit-elle, se joint aux efforts des États membres et des partenaires au

développement pour soutenir toutes les initiatives qui permettent aux hommes et aux femmes de profiter des mêmes droits, des mêmes opportunités et des mêmes chances tout au long de la vie.

La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique reconnaît que ces dix dernières années, les pays d'Afrique subsaharienne ont réalisé des progrès considérables vers l'égalité des sexes. Les femmes sont de plus en plus impliquées dans les affaires des institutions nationales et publiques. Au Kenya, en Afrique du Sud, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda par exemple, 30 % des sièges de parlementaire sont réservés aux femmes. Au Rwanda, la représentation des femmes a atteint 50 %, l'un des ratios les plus élevés au monde. Dans plusieurs pays, de plus en plus de femmes sont à la tête de départements ministériels importants tels que les Finances, la Défense, les Affaires étrangères et l'Intérieur. Le Dr Ellen Johnson Sirleaf du Libéria est la première femme à avoir été élue chef d'État en Afrique, en 2005. En 2011, elle est devenue l'une des trois femmes à avoir reçu le prix Nobel de la paix. Mais à côté de ce progrès, fait-elle remarquer, il y a des défis parce que ces acquis ne sont pas conso-



Dr Matshidiso Moeti

lidés. De ce fait, « *ils pourraient être inversés à tout moment* ». « *Cela est vrai en politique, en économie ou pour ce qui est du financement de programmes sociaux différenciés selon le sexe. Dans la majorité des cas,*

les femmes doivent se contenter de portefeuilles secondaires, principalement dans les secteurs sociaux, ce qui les prive de l'opportunité de participer au processus décisionnel de haut niveau », souligne-t-elle tout en

ajoutant que selon les projections du rapport sur le développement humain 2015, l'Afrique ne parviendra pas à une parité véritable avant 2045 au rythme actuel des progrès.

Aline Nzuzi

DROITS DE L'HOMME

L'Union européenne vivement préoccupée

Les représentants locaux de l'UE ont profité de la journée du 8 mars pour diffuser leur déclaration relative « **aux rapports sans cesse croissants** » sur les cas de violations des droits de l'homme en RDC.

« (...) L'Union européenne (UE) est préoccupée par les rapports faisant état d'actes de harcèlements et intimidations en nombre croissant visant des responsables politiques, des membres de la société civile et des médias ». Cette phrase contenue dans une déclaration publiée le 8 mars et signée par les représentants locaux de l'UE atteste la volonté de cette institution de contribuer efficacement au règlement de la crise qui caractérise actuellement la vie politique en RDC. Ladite déclaration publiée en accord avec les chefs de mission des pays membres de l'UE en République démocratique du Congo souligne l'importance du dialogue politique inclusif qui doit nécessairement aller de pair avec le droit de tous de s'exprimer librement.

« *En cette période préélectorale, le respect des droits de l'homme et des libertés civiles est crucial afin de permettre des élections transparentes, apaisées et crédibles* », peut-on lire dans ce communiqué de l'UE circonscrit autour de l'impératif du respect des droits de l'homme. Sur ce créneau, les signataires se disent très préoccupés par « *les rapports faisant état d'actes de harcèlements et intimidations en nombre croissant visant des responsables politiques, des membres de la société civile et des médias* ». En cette période préélectorale où le respect des droits de l'Homme et des libertés civiles s'avère crucial afin de permettre des élections transparentes et crédibles, les représentants locaux de l'UE estiment que la justice a un grand rôle à jouer dans le sens de l'apaisement social.

Aussi l'UE continuera-t-elle à soutenir « *la réforme de la justice à travers son programme afin de garantir à tous les Congolais un accès indiscriminé à une justice impartiale qui retrouve la confiance des justiciables, conformément aux lois et à la Constitution* ». Quant au gouvernement, l'UE l'exhorte à respecter ses engagements dans ce domaine conformément à la Constitution et aux accords que la RDC a ratifiés, y inclus l'accord de Cotonou.

Alain Diasso

BANQUE

Kenya Commercial Bank annoncé à Kinshasa

D'ici à 2020, cette institution bancaire veut s'implanter dans plusieurs nouveaux pays stratégiques pour son déploiement en Afrique, notamment en RDC, Mozambique et Somalie.

Le staff dirigeant de Kenya Commercial Bank a confirmé cette information à l'occasion de la cérémonie de présentation des résultats annuels. Cependant, son directeur général, Joshua Oigara, a indiqué que les efforts en cours

visent à déployer la banque dans au moins dix pays africains d'ici à 2020. Le défi est énorme mais pas impossible. « *Nous avons toujours réalisé des investissements étudiés et axé notre modèle d'entreprise sur la diversification* », a rassuré Joshua Oigara.

Il faut signaler que Kenya Commercial Bank est la première banque Kenyane en termes des actifs. L'institution bancaire comptent de nombreuses filiales opérationnelles en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et au Soudan

du Sud. Pour le cas de l'Éthiopie, autre pays de déploiement, les autorités de ce géant de la corne de l'Afrique ont donné leur accord à l'ouverture d'un bureau de représentation de la banque. En 2015, Kenya Commercial Bank a connu une progression de 24% de ses bénéfices avant impôt par rapport à 2014. En dollars américains, la banque a parlé d'un bénéfice avant impôt de l'ordre de 261 millions dont 191 millions réalisés sur neuf mois en 2015.

Laurent Essolomwa

MINES

Occupation anarchique des résidences de la Miba par des agents en colère

La Minière de Bakwanga (Miba) doit mobiliser un montant de 264 millions de dollars américains pour apurer les arriérés de son personnel classé dans les catégories des retraités, licenciés avec préavis et révoqués. Selon les échos en provenance de Mbuji-Mayi, au Kasai Oriental, les intéressés ont occupé anarchiquement les maisons résidentielles.

Les informations en notre possession font état d'une situation confuse depuis 2008. En effet, à en croire la délégation syndicale interrogée par l'ACP, la situation financière difficile de la Miba a empêché un fonctionnement normal de l'entre-

prise. Au-delà, la vétusté des engins commis à l'exploitation de la roche mère de Kimberlite a contribué largement au dysfonctionnement de l'entreprise. Pour la petite histoire, la Miba est une entreprise mixte dans laquelle l'État congolais dispose

des parts. Au fait, l'État est l'actionnaire majoritaire mais sa dette vis-à-vis de la Miba s'élève à 3 milliards de dollars américains. Il s'agit des dettes se rapportant principalement aux loyers occupés par certaines autorités politico-administratives policières, militaires et judiciaires. Dans la foulée, on annonce la désignation des prochaines autorités de la Miba lors de la réunion du Conseil d'administration prévue pour le 15 mars.

L.E.

ROYAUME-UNI

Le passé colonial fait des remous dans ses prestigieuses universités

L'université de Cambridge a décidé de ne plus exposer une statue en bronze de l'ancien royaume du Bénin qui aurait été pillée pendant la période coloniale, après une motion de ses étudiants réclamant qu'elle soit rendue à son pays d'origine.

Le Jesus College, une des 31 facultés de la prestigieuse université britannique, a précisé qu'il allait désormais engager des discussions avec le Nigeria et les autorités patrimoniales britanniques pour décider du devenir de ce bronze représentant un coq et baptisé Okukor. L'éventualité de le rapatrier au Nigeria sera également étudiée. Cette décision, indique l'Afp, intervient après le vote en février par le syndicat des étudiants de la faculté d'une motion réclamant que l'œuvre d'art, qui trônait dans le hall de la faculté depuis les années 1930, soit rendue à son pays d'origine, où elle a été volée pendant «une expédition punitive». Selon le journal en ligne africain African Ventures, cité par l'Afp, l'œuvre ferait partie du butin emporté par les troupes britanni-

ques après le pillage en 1897 de la cité du Bénin, aujourd'hui territoire nigérian. Les initiatives des étudiants se multiplient dans les universités britanniques pour dénoncer le passé colonial du pays. Mercredi, les étudiants d'Oxford étaient appelés à manifester pour demander qu'une statue du colonisateur Cecil Rhodes soit déboulonnée après la décision fin janvier de l'université de la conserver. Cette statue en calcaire, qui orne la façade d'un bâtiment d'Oriel College, a fait l'objet d'une consultation auprès des étudiants, des professeurs, des anciens et des associations vouées au patrimoine. À son issue, Oriel College avait affirmé que «pour des raisons variées, une grande majorité souhaite que la statue reste en place» et estimé que «la présence de ces objets historiques offre un témoignage important de la complexité de l'histoire et de l'héritage du colonialisme». Mais selon les médias, la décision a été motivée par la crainte de perdre jusqu'à 100 millions de livres (130 million d'euros) de donations.

Patrick Ndungidi avec AFP

RDC

La CAF suspend le football féminin

Les Léopards dames de la RDC n'ont pas pu se rendre à Nairobi pour disputer un match des éliminatoires de la CAN 2016. Et la CAF (Confédération africaine de football) a naturellement réagi en infligeant une sanction au football féminin de la RDC.

Les Léopards football dames de la RDC n'ont pas pu se rendre à Nairobi au Kenya pour disputer un match des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Selon la Fédération congolaise de football association (Fécofa), le gouvernement n'a pas mis des moyens nécessaires pour le déplacement des Léopards dames afin de livrer ce match contre le Kenya.

Et la réaction qu'on attendait de la part de l'instance faïtière du football continentale n'a pas tardé. Dans une correspondance adressée au secrétaire général de la Fécofa, la CAF lui notifie de la suspension des Léopards dames de la RDC des éliminatoires de la 10e édition de la Coupe d'Afrique des nations féminine prévue au Cameroun pour cette année 2016.

« Nous avons constaté avec regret le retrait de la Fédération congolaise de football association de la compétition citée en rubrique. Toutefois, nous vous rappelons les dispositions de l'article 57 des Règlements du football féminin de la CAF », indique la correspondance de la Division du football féminin de la CAF. Et ledit article 57 stipule : « Toute fédération qui déclare forfait, après le tirage au sort et avant le début des matches, est passible d'une amende de deux mille cinq cents (2 500) dollars US. Elle ne sera pas également autorisée à participer à l'édition suivante de la Coupe d'Afrique des nations féminine ».

Martin Engimo

SESSION DE MARS AU PARLEMENT

Le compte à rebours

Après des vacances parlementaires bien méritées, les députés et sénateurs renouent avec l'hémicycle du Palais du peuple le 15 mars, soit dans moins d'une semaine.

Avant-dernière de la législature 2011-2016, cette session parlementaire ordinaire de mars 2016 est de tous les enjeux au regard des matières éminemment politiques qui seront inscrites à l'ordre du jour. Le contexte sociopolitique de l'heure caractérisé par l'hypothèque qui plane sur la tenue controversée des scrutins législatif et présidentiel donne du piquant à cette session censée baliser la voie pour un atterrissage en douceur du processus électoral. L'on croit savoir que les députés et sénateurs pourront examiner en priorité les projets de loi qui leur sont transmis en procédure d'urgence par le gouvernement en mettant un accent particulier sur celles ayant trait aux élections. Ce qui est loin d'être gagné d'avance face au volume de travail que vont abattre les élus du peuple absorbés par une profusion des matières, les unes aussi importantes que les autres.

Au-delà de tout, la session ne va certainement pas déroger à la règle qui veut qu'à l'entame d'une nouvelle session budgétaire, la priorité soit accordée à l'examen et à l'adoption du projet de loi portant reddition des comptes de



Les participants aux Concertations nationales de 2013

l'exercice budgétaire 2015, sans lesquels le projet de loi de finances pour l'exercice 2017 ne saurait être réalisé. Toutefois, les considérations politiques risqueront de prendre le dessus au cours de cette session parlementaire qui se tient à un moment où l'intérêt général reste focalisé sur les élections avec, en toile de fond, la controverse que suscite la fin du mandat du chef de l'État. Sans nul doute que la majorité présidentielle, quoique fissurée à la suite de l'escapade des partis membres du G7 ayant rejoint l'opposition, est en train de concocter de nouveaux stratagèmes dans le sens de modifier des dispositions qui empêchent son autorité morale de remplir pour un troisième mandat, après une première tentative ratée en janvier 2015. La partie s'annonce rude devant une opposition qui fait bloc et ayant une

prise réelle sur la population.

Au-delà de cette guéguerre de positionnement entre majorité et opposition en prévision des futures échéances électorales, il faudra compter aussi avec de nouvelles initiatives parlementaires et autres arriérés législatifs à vider au cours de cette session. Entre-temps, les mandataires publics n'échapperont pas à la fronde des députés et sénateurs qui saisiront l'opportunité pour en découdre avec des mauvais gestionnaires via des interpellations qui risquent de se succéder à un rythme effréné autant que les motions de défiance en gestation. En tout état de cause, les bureaux de deux chambres législatives ont tout intérêt à préparer minutieusement la session de mars pour éviter de terminer la présente législature sur fond de mécontentements sans cause.

Alain Diasso

CARITAS CONGO

Poursuite de la réinsertion socio-économique des ex-combattants

C'est grâce au projet intitulé «Formations professionnelles de mille cent soixante-six ex-combattants sur les activités génératrices des revenus et à la formation à l'emploi dans les Centres de préparation à la réintégration de Kitona dans le Kongo central et Kamina au Haut-Lomami» que ces ex-combattants sont en train d'être réinsérés dans la société.

Ce programme s'inscrit dans le cadre du programme national de Désarmement, démobilisation et réintégration III(DDR). Il vise à contribuer à stabiliser la situation de la sécurité dans l'est de la RDC par le biais du désarmement et de la réintégration socio-économique des groupes armés congolais nationaux restants. Ce projet donne déjà des résultats prometteurs. Pour preuve, quatre cent vingt-deux ex-combattants se trouvent dans la base de Kitona

et sept cent quarante-quatre autres dans celle de Kamina. Ils sont repartis sur trois filières : la coiffure et l'esthétique, la coupe et couture ainsi que la boulangerie.

Les premiers résultats indiquent que cinq cent soixante-dix-neuf ex-combattants ont été formés en coiffure et esthétique, soit trois cent soixante-deux à Kamina et deux cent dix-sept à Kitona. Quatre cent onze autres ont été formés en coupe et couture dont deux cent cinquante-un à Kamina et 4 quarante-cinq à Kitona. Enfin, la boulangerie occupe cent soixante-seize ex-combattants, avec cent trente-un à Kamina et quarante-cinq à Kitona. Tous ont suivi une formation qualifiante en vue de leur réintégration socio-économique.

De manière spécifique, il est question d'assurer aux ex-combattants une formation qualifiante en vue de leur réintégration. Avec le financement

du gouvernement congolais et de la Banque mondiale, par le biais de l'UEPN DDR (Unité d'exécution du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion) pour la mise en œuvre du Programme DDR III, à travers la composante pré-réintégration, la Caritas Congo ASBL entend contribuer à la prévention et la réduction des risques de retour à la violence ou instabilité à l'Est de la RDC en organisant les formations qualifiantes en faveur des ex-combattants.

Partenaire du gouvernement congolais, Caritas Congo ASBL est engagée dans ce processus depuis le début dudit programme en 2005 au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Province Orientale, Kasai occidental, Kasai Oriental et Katanga. Dans l'ensemble, Caritas Congo ASBL a encadré environ vingt-cinq mille ex-combattants.

Aline Nzuzi

ENTREPRISES

L'ex-CMZ accusée de détourner plus de 26 millions de dollars américains de l'ex-Onatra

Pour la Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco), la directrice générale de cette société congolaise aurait mis en place, en collaboration avec la société Marininvest S.A basée à Anvers, « un mécanisme suspect » pour détourner ces fonds de la SCTP.

Dans un communiqué du 7 mars, la Licoco a dit avoir été informée d'un détournement de la somme de 26 838 359 dollars américains (USD) par la directrice générale de la Ligne maritime congolaise (LMC), ex-CMZ, au préjudice de la Société commerciale de transports et ports (SCTP), ex-Onatra. Cette organisation a, en effet, noté que la SCTP a chargé la LMC du recouvrement des frais liés au traitement des navires qui accostent aux ports de Boma et Matadi. Mais, citant les informations qui lui seraient parvenues, la Licoco a noté qu'il s'était avéré que la directrice générale de la LMC recouvre ces frais sans jamais les rétrocéder à la SCTP, comme convenu dans l'accord liant les deux sociétés. « La directrice générale de la LMC et la société belge Marininvest S.A basée à Anvers ont mis ensemble un mécanisme suspect pour détourner les fonds de la SCTP qui sont évalués aujourd'hui à plus de 26 millions des dollars US », a accusé la Licoco.



L'immeuble de la SCTP

La justice doit faire son travail La Licoco a fustigé que le procureur général de la République (PGR) qui a été saisi par la SCTP de ces détournements ne par-

viene pas à arrêter la directrice générale de la LMC alors que les faits sont graves. « Les autorités de la SCTP que la Licoco a contactées ont affirmé que le dos-

sier existe mais elles n'ont pas voulu donner plus d'informations laissant ainsi à la justice de faire son travail. Par ailleurs,

la loi alors que les preuves présentées par la SCTP sont suffisantes pour arrêter la directrice générale de la LMC », a regretté cette organisation.

Pour la Licoco, le PGR doit faire appliquer la loi, en arrêtant urgemment la directrice générale de la LMC pour qu'elle ne puisse pas bloquer les enquêtes en cours. Cette organisation estime que le recouvrement de ces 26 838 359 USD pourrait aider la société, qui traverse actuellement des difficultés financières, à financer son plan d'investissement et à résoudre aussi les questions des retraites du personnel de l'ex-Onatra.

La Licoco, qui sollicite urgemment du PGR, l'arrestation de la directrice générale de la LMC, réclame également du Premier ministre sa révocation immédiate et son déferement devant les cours et tribunaux. Alors qu'à la justice belge, cette organisation a recommandé l'ouverture d'une action en justice contre les responsables de la Société Marininvest S.A pour complicité de blanchiment d'argent.

Lucien Dianzenza

COMMUNAUTÉ MUSULMANE AHMADIYYA

Les femmes ahmadies mènent des vies saines et satisfaites

Dans un document publié à l'occasion de la célébration de la journée du 8 mars dédiée à la femme, la communauté musulmane Ahmadiyya note que l'Islam a assigné une position de dignité et d'honneur à la femme. La communauté à, à cette occasion, réfuté certaines considérations du monde non musulman sur la femme et en a expliqué d'autres.

À en croire cette conception, il est noté qu'au niveau individuel, les femmes musulmanes mariées dans la Communauté musulmane Ahmadiyya essaient d'accorder le plus de temps possible à leurs enfants afin de s'assurer qu'ils ne sont jamais privés de l'amour maternel et qu'ils reçoivent toute l'attention qui leur est nécessaire pendant les premières années décisives de leur vie. Les femmes ahmadies, note ce document, poursuivent un large éventail d'activités en dehors du foyer, y compris des professions en tous genres telles que l'enseignement, la recherche scientifique, le droit ou la médecine. Ces affirmations contredisent, selon cette communauté musulmane, les considérations selon lesquelles les femmes musulmanes sont toujours cloîtrées chez elles. Par ailleurs, les femmes ahmadies ont leur propre structure au sein de la Communauté Ahmadiyya, entièrement organisée par les femmes elles-mêmes, et dans laquelle elles participent toutes de façon régulière. Dans ce cadre, note-t-on, elles se sont fixé des objectifs : organiser l'envoi d'ide

humanitaire aux victimes de cataclysmes naturels ou de guerres à travers le monde, la production de programmes pour la chaîne de télévision satellisée internationale de la communauté, visiter les malades, aider les démunis, éduquer les enfants, organiser des sorties pour les filles et faire marcher des dispensaires, etc. « Les femmes ahmadies sortent souvent seules de chez elles, mais lorsqu'elles ne se sentent pas en sécurité, par exemple, tard dans la nuit, elles préfèrent se faire accompagner par un parent mâle », a expliqué ce document, qui a noté qu'en agissant ainsi, les femmes musulmanes ahmadies préservent la structure de leur mariage et de leur famille et créent une ambiance idéale dans laquelle leurs enfants peuvent grandir pour devenir des individus équilibrés et heureux, tout en menant elles-mêmes des vies saines et satisfaites.

Rester modeste

Les musulmans ahmadis suivent le principe islamique qui vise à encourager les hommes et les femmes à être modestes,

respectueux et chastes. C'est pourquoi, dans leur habillement, ils essaient de se vêtir de telle sorte à ne pas étaler leur beauté aux yeux de tous, ou à s'exposer indûment. Ainsi, le message que donnent leurs vêtements, notamment ceux des femmes, est : « Je ne cherche pas à me faire remarquer. Je ne souhaite pas que l'on en fasse des avances ».

La polygamie vue par la communauté Ahmadiyya

Ce document contredit l'image populaire qui considère que les musulmans sont encouragés à prendre plusieurs femmes. Ce n'est, est-il noté, que dans des conditions extrêmes, telles que des situations d'après-guerre où le nombre d'hommes se trouve être sévèrement réduit que les musulmans peuvent se marier plus d'une fois. Mais, dans des circonstances normales, les musulmans ahmadis ne se marient qu'une fois. « Le saint Coran est le premier livre divinement révélé qui limite le nombre de femmes qu'un homme peut épouser simultanément. Mais, du même coup, il lui interdit

formellement d'en épouser plus qu'une s'il craint de ne pas pouvoir traiter toutes ses femmes de façon juste et égale », note le document, qui note qu'en Islam, c'est la fidélité réelle qui est enseignée et soulignée.

Pour la communauté musulmane Ahmadiyya, l'Islam insiste sur le fait que la femme donne son accord avant de se marier. Si elle n'aime pas, a-t-elle fait observer, la personne qui lui fait la proposition de mariage, ce dernier n'aura tout simplement pas lieu. Par ailleurs, il est souligné que les musulmanes ahmadies font souvent des propositions de mariage au même titre que les hommes. Mais les propositions sont d'habitude faites par les biais des aînés de la famille. Ce qui fait que ni les hommes ni les femmes n'ont besoin d'aller séduire le partenaire de leur choix, évitant ainsi toutes ces occasions du sexe avant le mariage. La participation, dès le début, des familles impliquées fait que les musulmanes ahmadies sont protégées contre ces hommes qui, les trouvant seules et vulnérables, pourraient essayer de profiter d'elles.

Traitement égal des garçons et des filles

En Islam, les filles et les garçons ont droit à une bonne

éducation, et les parents sont fortement encouragés à bien s'occuper de leurs filles, de la même façon qu'ils s'occupent de leurs fils. L'Islam, note-t-on, met beaucoup d'emphasis sur le bon traitement des filles afin d'enrayer ces tendances malheureusement répandues dans beaucoup de cultures et de sociétés dans le monde. Alors que l'éducation est une obligation pour tous les musulmans et les musulmanes. « Les musulmanes ahmadies sont encouragées à passer au niveau universitaire, et c'est bien pour cela que l'on trouve parmi elles des professionnelles du plus haut niveau dans tous les domaines scientifiques et sociaux », a noté la communauté musulmane Ahmadiyya. Ensemble, les musulmans et les musulmanes ahmadis sont appelés à se consacrer à des activités qui sont physiquement saines, qui sont bonnes pour la famille et qui ne sont pas une menace pour les familles d'autrui ou pour la société. C'est pour cela qu'ils évitent de prendre l'alcool ou la drogue.

Ils évitent également les endroits tels que les discothèques, les boîtes de nuit et les bars dancing, considérés comme des endroits propices aux liaisons amoureuses, etc.

Lucien Dianzenza

BOXE

Junior Ilunga Makabu affronte le Russe Gregory Drodz pour la ceinture mondiale WBC

Un succès face au Russe Gregory Drodz propulsera Junior Ilunga Makabu directement au sommet mondial du noble art, dans la catégorie lourds-légers en version World Boxing Council. Confiant, le boxeur congolais a besoin du soutien de l'ensemble des Congolais.

Le pugiliste congolais Junior Ilunga Makabu fera face, le 8 avril, à Moscou au champion du monde Russe Gregory Drodz, pour le titre de champion du monde de la version World Boxing Council (WBC) en catégorie lourds-légers. Ce sera pour la deuxième fois que Gregory Drodz (40 victoires dont vingt-huit par KO et une défaite) défend sa ceinture à Moscou. Du côté de Junior Ilunga Makabu (20 victoires dont 17 avant la limite et une défaite), l'on demeure optimiste pour ce combat. Le team du boxeur congolais s'est envolé d'Afrique du Sud pour Las Vegas aux États-Unis d'Amérique afin de mieux affûter ses armes pendant 12 semaines avant ce combat. Et Junior Ilunga Makabu a choisi le Gymnase du champion du monde américain Floyd Mayweather. « Je



me prépare durement pour ce combat que j'attends depuis longtemps. Chaque jour, je me lève à 5 heures du matin pour faire le footing », a déclaré le

champion sur Radio Okapi. Selon son manager, l'Algérien Tarik Saadi, le champion congolais s'entraîne sous la conduite d'Eddie Mustafa Muhammad, ancien champion du monde des mi-lourds, ainsi que son assistant Rafael Garcia qui est le soigneur de Floyd Mayweather. Le manager Tarik Saadi a sollicité le sou-

tien des Congolais à Junior Ilunga Makabu pour ce combat qui ne « sera pas une tâche facile chez l'adversaire ». Pour l'accompagner dans ce défi, Ilunga Makabu a derrière lui un team composé de Martin Bakole Ilunga (RDC), boxeur professionnel poids-lourds et Sparring-partner officiel de Junior Makabu, Tarik Saadi (Algérie), manager officiel, Eddie Mustafa Muhammad (USA), entraîneur officiel, Rafael Garcia (USA), Soigneur Cutman officiel et Tresor Kampangula (RDC), assistant Team Makabu.

Rappelons que Junior Ilunga Makabu est devenu challenger officiel pour la ceinture mondiale de lourds-légers de la WBC après sa victoire, le 16 mai 2015, à Durban sur le Sud-Africain Thabiso Mchunu par KO au 11e round d'un combat assez acharné comptant pour les éliminatoires mondiales de la version WBC. Le rendez-vous est donc pris pour le 8 avril à Moscou. « Et nous avons l'espoir de gagner à 100 %. Je veux ramener la ceinture chez nous au pays et nous allons fêter », a promis Junior Ilunga Makabu.

Martin Enyimo

CAN 2017

La RDC se focalise sur la double confrontation avec l'Angola

Les Léopards de la RDC affrontent les Palancas Negras d'Angola en ce mois de mars, d'abord à Luanda et ensuite à Kinshasa, dans le cadre de la troisième et quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations prévue au Gabon pour 2017.

Du côté de la RDC, c'est déjà la veillée d'armes avec les pré-convocations, apparemment envoyées aux joueurs présélectionnés pour cette rencontre. Certains d'entre eux l'ont signalé dans les réseaux sociaux. C'est le cas, par exemple, de Christopher Oualembu d'Academica Coimbra au Portugal qui a fait part de sa convocation sur Facebook. « Honoré d'être appelé pour représenter le Kongo, une fois de plus. Nous aurons deux matchs contre l'Angola pour ajouter encore quelques lignes de plus à l'Histoire. RDC Eloko ya Makasi », a-t-il dit. Certainement que le sélectionneur des Léopards, Florent Ibenge, va dans quelques jours publié la liste des joueurs retenus pour la double confrontation, avec certainement d'autres joueurs, comme Paul-José Mpoku de Chievo Verone en Italie qui a récemment déclaré dans la presse belge : « Je suis très heureux d'avoir opté pour le Congo. Cette génération est talentueuse,



nous avons du potentiel et mon ambition est claire: je veux disputer la prochaine Coupe du monde et remporter la Coupe d'Afrique ».

L'on pourrait aussi retrouver le jeune Jordan Nkololo de Caen en France pour lequel l'entraîneur Patrice Garande a eu des mots réconfortants après le nul concédé face à Monaco (2-2). « J'essaie de lui faire comprendre qu'il faut être efficace et il l'a été au-

jourd'hui, même si ça semblait flotter par moments, notamment en début de deuxième période. C'est un garçon qui a du talent, qui a tout ce qu'il faut pour jouer en L1. L'idée principale que je lui rabâche tout le temps, c'est qu'il faut aller vers l'avant. Les passements de jambes ou les roulettes sur la largeur du terrain, ce n'est pas bien. Je l'ai trouvé très bon. C'est un jeune joueur qui découvre la L1, qui est très

intéressant quand il est comme ça », a indiqué le coach de Caen. D'autres joueurs comme Mulumbu et Mbokani (Norwich City/Angleterre), Marcel Tisserand (Toulouse/L1 Française), Jacques Maghoma (Birmingham City/D2 Anglaise), Jérémy Bela (Dijon/L2 Française), Neeskens Kebano (Genk/Belgique), Cédric Bakambu (Villareal/Espagne), Yannick Bolasie (Crystal Palace/Angleterre), Riffi Mandanda (Ajaccio/

L2 Française), etc. auraient aussi reçu des convocations pour la présélection des Léopards. L'on attend donc la décision du sélectionneur Florent Ibenge qui fixera l'opinion sportive congolaise sur le groupe retenu pour ces deux matchs.

L'on rappelle que la RDC ne compte que trois points en deux confrontations dans un groupe composé de l'Angola, de la République Centrafricaine et le Madagascar. Les Léopards s'étaient imposés à Kinshasa face aux Barea du Madagascar en première journée par deux buts à un, avant de courber l'échine en deuxième journée, à Bangui, contre les Fauves du Bas-Oubangui par zéro but à deux.

Les deux matchs de la troisième et quatrième journée contre l'Angola sont donc cruciaux pour se relancer dans la course pour la qualification. Florent Ibenge a donc suffisamment des cartes entre ses mains pour former une équipe capable d'embêter l'Angola aussi bien à Luanda qu'à Kinshasa. Surtout, lorsqu'on apprendrait que l'un des cadres des Palancas Negras, Manucho Gonçalves, qui revient fort à Rayo Vallecano en Liga espagnole, aurait décliné la convocation de la sélection angolaise pour cette double confrontation.

M.E.

BELLES-LETTRES

Fiston Mwanza Mujila, lauréat du grand prix aux GPAL 2015

De passage à Pointe-Noire, l'écrivain de la République démocratique du Congo, Fiston Mwanza Mujila, grand prix des Belles-Lettres aux GPAL 2015, a répondu aux questions des Dépêches de Brazzaville sur le fait qu'il était sacré lauréat de la catégorie Belles-Lettres à l'édition 2015 des Grands prix des associations littéraires (GPAL) au Cameroun.

Les Dépêches de Brazzaville : Quel a été votre sentiment en apprenant que vous veniez d'être sacré lauréat de la catégorie Belles-Lettres à l'édition 2015 des Grands Prix des associations littéraires ?
Fiston Mwanza Mujila : Je voudrais utiliser la métaphore de l'eau ou du fleuve. Prenons le cas d'un fleuve, le Congo... Le fleuve s'accouche pendant la journée ou la nuit, je ne sais pas trop mais ce qui est vrai dans une grande solitude, un délabrement total... Il traverse, par la suite, tout le territoire national et se défenestre dans l'océan. Durant son long marathon vers l'Océan Atlantique, le fleuve est alimenté par une foule d'affluents. L'écriture répond à une logique similaire. On tisse les phrases «dans la solitude des champs de coton» mais la composition prend tout son sens lorsque le livre paraît, rencontre un lecteur ou obtient un prix littéraire. L'annonce du sacre de Tram 83 au Grand prix des Belles-Lettres m'a fait un grand bien. Vous êtes ces affluents qui nous alimentent... Je vous en remercie !

LDB : Et si l'on vous disait

que pour les inconditionnels de la bonne vieille et pudique littérature, Fiston Mwanza Mujila devrait « se mettre à l'abri de son inspiration » ?... (L'expression est de vous, bien sûr).

FMM : Je ne sais plus dans quel contexte j'ai utilisé la sentence. Je voudrais calibrer ma réponse suivant le titre d'un roman de Mongo Béti: Trop de soleil tue l'amour. Trop d'inspiration débranche l'inspiration. L'accumulation génère l'évanouissement et la constipation.

LDB : Lune des particularités de « Tram 83 » semble être ce mélange de genres qui se refuse à toute catégorisation typique. Si vous deviez n'en choisir qu'une pour plaider votre cause, quelle étiquette vous conviendrait le mieux : poète, dramaturge, romancier ?

FMM : Je ne me revendique d'aucune appartenance. Je suis arrivé à la littérature par le biais de la poésie. Je prends le chemin du roman, de la nouvelle ou du théâtre comme si j'allais à un bal. Mon écriture s'origine d'abord dans la poésie. Je recours au même lexique d'un genre littéraire à un autre.

J'observe le monde à partir de mon cockpit de poète. La poésie m'a appris, précocement, à croire en la puissance de la langue, à me servir de toutes ses ressources, à faire d'elle une «Apocalypse joyeuse» pour reprendre l'expression d'Hermann Broch.

Je nage dans plusieurs sphères linguistiques. À la longue, on n'a



Fiston Mwanza Mujila

plus de langue. Il faudrait donc procéder en sens inverse : chercher la langue dans le ventre... Ce travail d'archéologue ou de mineur artisanal – creusant à mains nues, défiant la fatigue, la faim, les maladies et les éboulements – emprunte au théâtre, à la poésie et au roman.

LDB : En lisant votre livre, on pourrait ne pas avoir le sentiment que l'Afrique soit aujourd'hui « The place to be », même pour les Africains. Êtes-vous conscient d'avoir exagéré quelque peu les maux et tares du « mbo-

ka » pour fabuliser davantage votre histoire ?

FMM : Tram 83 n'a pas forcément la vocation d'être un roman congolais ou africain. Il peut être considéré comme un roman pakistanais ou russe. Mon discours s'articule, se démembré à partir d'un lieu. Et ce lieu me nourrit mon imaginaire même si l'ancrage demeure le pays.

Vous serez aussi d'accord avec moi que la littérature c'est du cinéma. Elle n'est pas toujours une pâle copie de la réalité. C'est cela notre grande chance: jouer avec la langue, déplacer les falaises, inventer des personnages, écha-

fauder des récits...

Je suis né dans une région minière. Je ne résiste pas (encore de la poésie !) à me définir comme le fils aîné de la mine et des chemins de fer. Depuis l'enfance, je cultive une obsession pour l'univers minier. L'artisanat de la mine peut être une malédiction lorsque les conditions de travail ne sont pas réunies. Les creuseurs artisanaux (quel qu'en soit le pays ou l'époque) accrédi-teront mon point de vue. Tram 83 est un texte qui s'encre dans une expérience universelle et use d'une certaine élégance (encore de la poésie !) pour énoncer la laideur.

LDB : Que vous inspire Cheikh Anta Diop, votre co-lauréat des GPAL 2015, distingué notamment dans la catégorie grand prix de la mémoire ?

FMM : Après tout le lavage de cerveau orchestré à l'époque coloniale, revu et réactualisé dans l'apocalypse joyeuse et tonitruante de nos républiques bananières, la relecture de l'œuvre de Cheikh Anta Diop s'avère une nécessité. Il figure parmi ces penseurs (africains) à l'instar de Mudimbe, Achille Mbembe, Éboussi Boulaga, Souleymane Bachir Diagne... qui me tiennent compa-gnie.

LDB : Et pour terminer, quels sont vos projets littéraires imminents ?

FMM : Écrire...

Propos recueillis par Séverin Ibara

JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes vivant avec handicap sollicitent du matériel de coupe-couture et de coiffure

En marge de la marche organisée à Pointe-Noire à l'occasion de la célébration de la 106e journée internationale de la femme et la 46e journée au niveau national, les femmes vivant avec handicap, membre de l'association Afacoles lutte contre la souffrance, ont lancé leur cri de cœur en vue de l'obtention du matériel de travail au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville.

Les femmes vivant avec handicap de Pointe-Noire ont participé, le 8 mars, à la marche organisée dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la femme, à l'issue de laquelle elles se sont réjouies d'avoir marché aux côtés des directrices départementales, des femmes maires des arrondissements, des députés, des sénatrices. « Nous sommes contentes de participer à cette marche avec toutes les femmes de Pointe-Noire », a indiqué Honorine Bayambeda. Mais ces femmes ont déploré l'attitude des grandes dames à leur égard. « Nous déplorons

l'inattention de nos mères responsables qui, à la fin de l'activité, ne pensent pas à nous remettre un petit pli pour nous permettre de partager un petit jus à la fin puisque c'est un jour de fête.

Nous regrettons cette attitude, parce que nous n'avons pas quelqu'un devant nous qui peut plaider notre cause, tandis que ces femmes valides à la fin se retrouvent en petit groupe dans les restaurants et les bars dancing pour se partager un pot », a-t-elle regretté.

Cependant, Honorine Bayambeda pense que leur présence à ce genre d'activité devrait plutôt réjouir ces responsables femmes du département qui nous encouragent tout le temps à nous épanouir, à oublier nos handicap et de travailler pour notre autonomisation. « Notre état ne nous permet pas de nous rapprocher d'elles. Au contraire, pendant ce genre d'activité, elles doivent nous encourager pour que nous aussi nous poursuivons cette lutte féminine vers l'égalité

des sexes dans notre pays », a-t-elle martelé. Revenant au message essentiel délivré par les intervenantes à l'issue de la marche citoyenne, les handicapées se sont engagées à relayer le message de paix en cette période électorale.

Soulignons que ces femmes vivant avec handicap sont des membres de l'association, Afacoles Lutte contre la souffrance. Elles ont appris les métiers de coiffure et de coupe-couture, mais elles manquent du matériel pour l'exercer afin de lutter contre la souffrance. Ce groupe de femmes vivant avec handicap est basé dans l'arrondissement II Mvou-Mvou vers le rond-point Sympathique. Elles sollicitent à toutes personnes de bonne volonté de leur venir en aide afin de contribuer à leur autonomisation.

Charlem Léa Legnoki



Les femmes vivant handicap sur le chemin de retour après la marche «Adiac»

LIGUE DES CHAMPIONS

Ronaldo expédie le Real en quart de finale

Mission accomplie pour Zinédine Zidane: son Real Madrid a dompté l'AS Rome (2-0) mardi en 8e retour de Ligue des champions grâce à Cristiano Ronaldo, buteur, passeur et déterminant pour expédier le club merengue en quart après avoir déjà marqué à l'aller (2-0).

Le Real de Madrid est en quart de finale de C1, et ce pour la sixième saison consécutive. Zinedine Zidane et ses hommes peuvent dire merci à Ronaldo, plus que jamais meilleur buteur de la compétition avec 13 buts, à seulement quatre longueurs de son record de l'édition 2013-2014 (17 buts). Alors que le Real a dominé stérilement et concédé beaucoup d'occasions au stade Santiago-Bernabeu, «CR7» a surgi au premier poteau pour couper un centre de Lucas Vazquez (64e) et il a ensuite offert une passe décisive à James Rodriguez (68e). On disait le Portugais (31 ans) sur le déclin, moins décisif dans les grands matches... Mais le triple Ballon d'or a répondu en champion, conscient que le Real doit à tout prix gagner au printemps pour sauver une saison très mal engagée en Liga. Avec 90 buts dans sa carrière en C1, loin devant son dauphin Lionel Messi (81 buts), Ronaldo semble également lancé pour être le premier joueur à franchir un jour la barre mythique des 100 buts.

Alors que le Real l'avait emporté au Stadio Olimpico, lors de la manche aller, les Madrilènes, privés de Benzema, se sont longtemps heurtés à l'excellent gardien Wojciech Szczesny : le gardien polonais a longtemps repoussé l'échéance (9e, 21e, 31e, 34e, 50e, 53e) avant de s'incliner face au Portugais (64e). A la conclusion d'un beau centre de Vasquez, CR7 se muait ensuite en passeur décisif pour James Rodriguez (2-0, 68e), mettant fin à toutes velléités de retour de la Louve.

Car les Romains ont joué leur carte à fond, profitant de la moindre erreur adverse pour porter les contres grâce à la vitesse du feu-follet égyptien Mohamed Salah, au



Ronaldo, buteur et passeur pour James Rodriguez, avait déjà ouvert le score au match aller: le triple Ballon d'or est bel et bien l'artisan de la qualification de son équipe en quart de finale (GERARD JULIEN/AFP)

service de Dzeko dont la frappe face au gardien madrilène Keylor Navas a fini à côté (14e). Même raté pour Salah seul devant le portier costaricien: frappe dans le petit filet extérieur (28e), puis son tir en bout de course a frôlé le poteau de Navas (50e). Lequel a été impérial devant Alessandro Florenzi puis Kostas Manolas (57e), ou bien face à Diego Perotti (88e).

Déjà buteur au match aller, Cristiano Ronaldo semble s'être réconcilié avec le stade Bernabeu et sans doute aussi avec ses partenaires, dont il avait récemment jugé qu'ils n'étaient «pas à (son) niveau», déclenchant une vive polémique.

Pour Zidane et le Real, le réveil du Portugais est une excellente nouvelle. Le club merengue sera bien là en quart avec l'envie de viser la «Undecima», onzième Coupe d'Europe de son histoire. Et avec un Ronaldo toutes griffes dehors.

«Toutes les équipes rêvent de faire quelque chose en Ligue des champions et nous sommes ici pour essayer nous aussi», a déjà prévenu Zidane.

Camille Delourme

Wolfsburg décroche un quart historique

Wolfsburg a décroché une place historique dans le Top 8 de la Ligue des champions, en battant La Gantoise 1 à 0 en 8e de finale retour (victoire 3-2 à l'aller) de la Ligue des champions, mardi devant son public.



L'Allemand Schuerrle vient de marquer l'unique but du match sous les yeux du Brésilien Rafinha: Wolfsburg se qualifie pour les quarts de finale aux dépens de La Gantoise (ODD ANDERSEN/AFP)

Idealement placée après sa victoire en Belgique, l'équipe de Dieter Hecking n'a pas laissé passer sa chance, trouvant même l'ouverture grâce au champion du monde Andre Schuerrle avant le dernier quart d'heure (74e). «Ce fut un match difficile. Nous voulions bien défendre et attendre d'avoir nos chances. A la fin, la victoire est méritée», a réagi le buteur du soir. La première période a été marquée plus par la belle dépense d'énergie des deux équipes se partageant la possession du ballon, que par des occasions de buts très rares, avec seulement un tir cadré de part et d'autre. Absent à l'aller (problème de hanche), Guilavogui s'est offert la plus belle : l'ex-Sté-

phanois a frappé un missile de 20 m obligeant le portier belge Matz Sels à sortir une superbe parade pour écarter le danger des deux poings (18).

Wolfsburg a pris peu à peu l'ascendant en seconde pé-

riode, face à un adversaire réduit à quelques contres par Danijel Milicevic, Moses Simon puis son remplaçant le joker Kalifa Coulibaly (70). Discrets et/ou maladroits jusque-là, Draxler et Schuerrle ont fait sauter le verrou belge : le premier, auteur d'un doublé à l'aller, débordait Nana sur la droite pour un centre dans l'axe repris par le second (1-0, 74). Le but du soulagement et une qualification sur laquelle Wolfsburg voudra surfer pour poursuivre sa remontée au championnat (7e).

Le club allemand se qualifie ainsi pour les quarts de finale de C1 pour la première fois de son histoire. «C'est bien sûr sensationnel !», s'est réjoui le directeur sportif, Klaus Allofs, au micro de Sky, alors que ses «Loups» communiaient avec le public du VW Arena. Une pelouse sur laquelle Wolfsburg est vaincu depuis le début de sa campagne européenne.

Du côté de La Gantoise, le «miracle» espéré par le coach Hein Vanhaezebrouck n'a pas eu lieu. Mais le champion de Belgique, privé de son défenseur Stefan Mitrovic et sans son attaquant Laurent Depoitre, resté sur le banc, a terminé avec les honneurs la première aventure de son histoire sur la grande scène européenne.

C.D. avec AFP

EGYPTE

Visite de Jean-Marc Ayrault les 9 et 10 mars 2016

Le ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Jean-Marc Ayrault, en visite en Égypte les 9 et 10 mars pour participer à une réunion avec ses homologues du comité restreint de la Ligue arabe pour le processus de paix

En compagnie de son envoyé spécial Pierre Vimont, il évoquera l'initiative française de conférence internationale pour la relance du processus de paix israélo-palestinien.

A l'occasion de cette visite, Jean-Marc Ayrault, s'entretiendra avec le président Abdel Fattah Al Sissi ainsi qu'avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry.

Il évoquera avec ses interlocuteurs l'ensemble des aspects de notre coopération bilatérale ainsi que les dossiers régionaux, sur lesquels la France et l'Égypte entretiennent un dialogue étroit.

Jean-Marc Ayrault rencontrera aussi les représentants de la société civile.

Noël Ndong

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges en Europe (Angleterre)

Angleterre, match en retard de la 30e journée, 4e division Newport County et John-Christopher Ayina, titulaire au poste de milieu gauche, s'inclinent à domicile face à Barnet (0-3). Newport est 19e avec 37 points.

Angleterre, match en retard de la 29e journée, 4e division Clevid Dikamona était titulaire au poste de défenseur axial droit lors du match nul face à Carlisle United (0-0). Avec 26 points, Dagenham reste lanterne rouge et compte 6 points de retard sur Hartlepool, premier non-relégable.

C.D.

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (National et CFA)

National, 23e journée

Ladislav Douniama était titulaire lors de la victoire de Strasbourg face à Epinal (2-1). Actif, il a été remplacé à la 59e. Sans Amine Linganzi, Fréjus-Saint-Raphaël fait match nul 0-0 à Belfort. Remplaçant, Bevic Moussiti-Oko est entré à la 71e minute lors de la défaite de Dunkerque face à Sedan (0-2). Strasbourg est deuxième, à deux points de Marseille-Consolat. Dunkerque est 10e avec dix longueurs de retard sur les Alsaciens, tandis que Fréjus reste lanterne rouge avec 21 points.

CFA, 20e journée Groupe A

Triplé express (17e, 19e et 31e) de Damien Mayenga lors du succès de Roye-Noyon face à l'AC Amiens (4-3). L'ancien Nantais totalise désormais 12 buts cette saison (en 18 matchs).

Groupe B

Christopher Missilou était titulaire lors de la victoire de Montceau à Saint-Louis-Neuweg (1-0). Un succès bienvenu puisqu'il permet à Montceau de quitter la zone rouge.

Grenoble concède sa première défaite de la saison face à Lyon-la-Duchère (0-1). Avec ce second succès de rang (1e 3e au total), le GF 38 n'a plus que quatre points d'avance sur son bourreau, deuxième du classement. Bruce Abdoulaye était titulaire et a joué toute la rencontre.

Charlervy Mabilia était titulaire devant la défense lors de la victoire de la réserve d'Auxerre sur le terrain de Moulins (3-1). L'AJA est 3e à 9 points de Grenoble et 5 de La Duchère.

Groupe D

Concarneau bat difficilement le Stade Bordelais (1-0) à l'issue d'un match interrompu pendant une heure en raison du décès d'un supporter, victime d'un arrêt cardiaque. Yven Moyo était titulaire et s'est créé une action franche dès la 3e minute de jeu. Dans les rangs bordelais, Tel Lavie a joué toute la rencontre. Après trois matchs sans victoire (2 nuls et 1 défaite), les Thoniers reprennent leur ascension programmée vers le National (7 points d'avance sur Saint-Malo, le 2e).

Laissé à disposition de la réserve, Jules Iloki a inscrit le 4e buts des Canaris face à Châteaubriant (4-1). Une victoire qui permet à Nantes de s'éloigner de la zone rouge.

C.D.